



LA PRESSE

GRAND PRIX DE MONTRÉAL

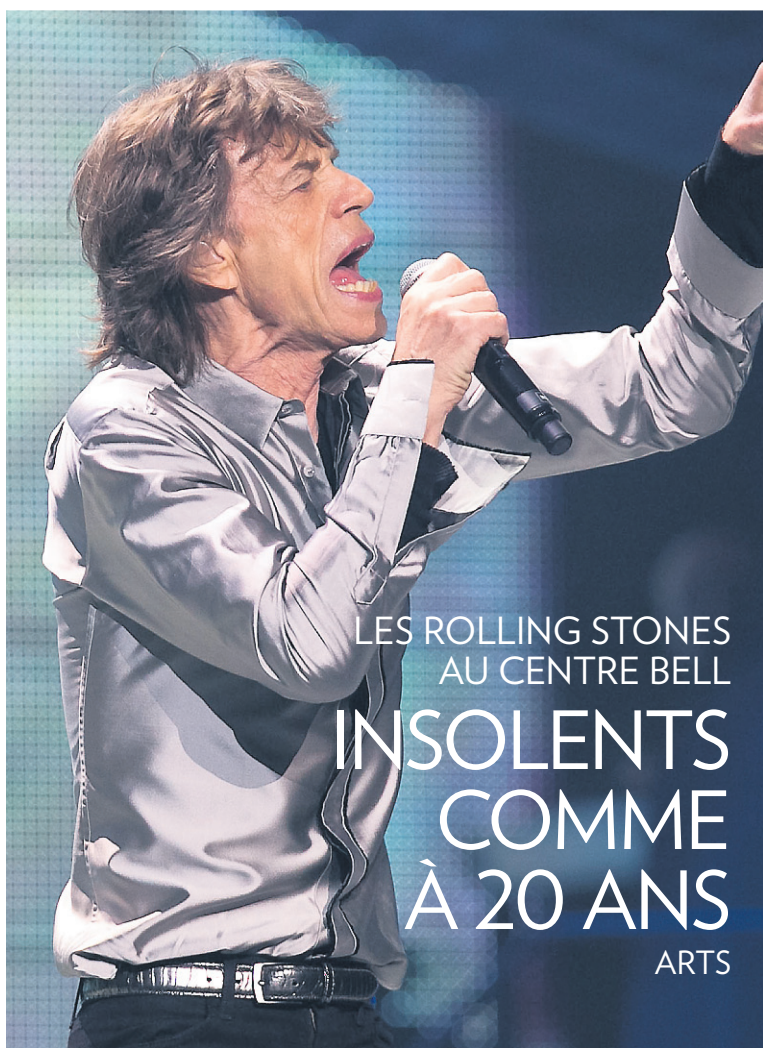
VETTEL SOUVERAIN

Le pilote de Red Bull, champion du monde en titre, a fait cavalier seul hier, en route vers sa première victoire sur le circuit Gilles-Villeneuve.

PHILIPPE CANTIN ECCLESTONE ET NOUS SPORTS

TRAGÉDIE SUR LA PISTE
Un signaleur meurt écrasé par une grue.
PAGE A9

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE



LES ROLLING STONES AU CENTRE BELL

INSOLENTS COMME À 20 ANS

ARTS

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE



CYBERINTIMIDATION ANONYME

LES ÉCOLES SONNENT L'ALARME

La populaire application Spotted du site Facebook n'est pas seulement un outil de drague: elle sert aussi de véhicule aux insultes anonymes dirigées contre des élèves et des enseignants.

PAGE A3

EXCLUSIF

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

VERS UN RECOURS ACCRU AUX PESTICIDES

PAGE A2

YVES BOISVERT

LAVAL ET L'ENVIRONNEMENT

PAGE A5



SUBARU FORESTER

UN PARADOXE SUR ROUES

AUTO

PHOTO FOURNIE PAR LE CONSTRUCTEUR



LUTTE ANTITERRORISTE

LES CONTRADICTIONS DU PRÉSIDENT


Barack Obama est en guerre contre lui-même, écrit notre collaborateur RICHARD HÉTU. PAGE A16

PHOTO JEWEL SAMAD, AGENCE FRANCE-PRESSE

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Il y a tellement peu de gens qui participent à la Commission spéciale des événements du printemps 2012 qu'ils n'auront pas besoin de donner leur itinéraire s'ils manifestent.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1



N'ATTENDEZ PLUS POUR VOIR.

Voyez aujourd'hui grâce au LASIK.
Prenez 5 ans pour payer.

À partir de 490 \$/œil*
Financement sur 5 ans
0 \$ d'acompte*

Réservez une consultation gratuite au 1-877-768-9888 ou au lasikmd.com

LASIK MD

VISION

*Les prix peuvent changer sans préavis et varient selon la prescription. Correction personnalisée à 1 750 \$ par œil. Applicable sur une intervention des deux yeux seulement. D'autres conditions peuvent s'appliquer. †Sous réserve de l'approbation de crédit de Services de cartes Desjardins. Intérêts à partir de 8,9 % sur 60 mois.

ACTUALITÉS

TOUJOURS PLUS DE PESTICIDES

Le réchauffement climatique augmentera la présence d'insectes nuisibles d'ici 2050 au Québec

EXCLUSIF

MARIE ALLARD

Vers 2050, les températures auront grimpé de 1,9 °C à 3 °C l'été, dans le sud du Québec. La Montérégie aura le climat actuel de l'Illinois. La Capitale-Nationale, celui de l'État de New York. Et Lanaudière, celui du Wisconsin.

Ce réchauffement climatique augmentera la présence d'insectes nuisibles dans les cultures du Québec, selon la première étude qui s'intéresse au problème. L'arrivée de la pyrale – ennemi numéro un du maïs sucré – et du doryphore – capable de détruire complètement un champ de pommes de terre – sera plus hâtive. Des générations plus nombreuses d'insectes verront le jour au cours du même été. Quant à l'efficacité des méthodes de lutte contre ces ravageurs, elle diminuera, selon le rapport du consortium sur la climatologie Ouranos.

« On peut s'attendre à une augmentation de l'utilisation des insecticides et même des fongicides, prévoit la biologiste-entomologiste Annie-Ève Gagnon, l'une des auteures de l'étude. C'est notre grande préoccupation. »

Exemple: en Montérégie, région où l'on cultive le plus de maïs sucré au Québec, les champs sont traités aux insecticides tous les sept à huit jours. Vers 2050, il faudra plutôt le faire tous les trois à cinq jours. La pression sera forte pour que les agriculteurs adoptent des variétés de maïs sucré génétiquement modifiées pour résister à la pyrale, si ce n'est déjà largement fait – elles sont offertes au Québec depuis l'an dernier.

Plus de champignons dans le blé

L'impact des changements climatiques sur les agents pathogènes – surtout des champignons, au Québec – est moins clair. « Le principal facteur climatique qui va les affecter, ce sont les précipitations, pour lesquelles il est plus complexe de faire des prévisions fiables », explique M^{me} Gagnon.

La fusariose de l'épi, champignon qui affecte le

blé, risque tout de même d'être « plus performante et dommageable », prédit l'étude. Les conditions nécessaires à son développement seront optimisées durant la période de floraison, et sa survie sera plus grande l'hiver. Ce n'est pas banal: la Pennsylvanie – à laquelle le Bas-Saint-Laurent ressemblera en 2050, côté climat – a connu des épidémies sévères de fusariose de 2009 à 2011. De 50 % à 60 % du blé en a été affecté qu'il n'aurait pu être commercialisé selon les normes canadiennes.

Mais comment se fier à ces prévisions pour 2050, alors qu'on ne sait pas quel temps il fera le mois prochain? « Vous ne savez pas quand vous allez mourir, mais vous savez que l'espérance de vie augmente, fait valoir

M^{me} Gagnon. Ce sont des données fiables, des moyennes. C'est la même chose pour la météo. On connaît la moyenne climatique et on sait qu'elle augmente. »

au sud, qui auront des sécheresses, convient la biologiste. Peut-être qu'on pourra cultiver du maïs au Lac-Saint-Jean. Mais est-ce que ça va être positif dans la balance,

climatiques sur les ennemis des cultures du Québec, selon le rapport. Un meilleur dépistage des insectes, la rotation des insecticides et une promotion accrue des outils de lutte biologique sont notamment recommandés.

« On dit souvent que l'agriculture a toujours su s'adapter, souligne M^{me} Gagnon. Mais maintenant, tout se passe à vitesse grand V. Notre pouvoir d'adaptation est moins grand qu'avant. Il va falloir davantage prévoir qu'éteindre des feux. » Une conférence sur les changements climatiques et leurs conséquences pour l'agroalimentaire aura lieu demain à Montréal, à l'occasion du 19^e Forum économique international des Amériques.

On dit souvent que l'agriculture a toujours su s'adapter. Mais maintenant, tout se passe à vitesse grand V. Notre pouvoir d'adaptation est moins grand qu'avant. Il va falloir davantage prévoir qu'éteindre des feux.

— Annie-Ève Gagnon, du consortium sur la climatologie Ouranos

Cultiver du maïs au Lac-Saint-Jean

Ce réchauffement ne sera pas que dommageable. « Nos régions sont avantagées, si on se compare à d'autres plus

en prenant en compte les impacts sur les ennemis des cultures? On ne le sait pas. »

Il faut maintenant élaborer une « stratégie d'adaptation » aux effets des changements

LE CLIMAT QUÉBÉCOIS EN 2050 — Marie Allard

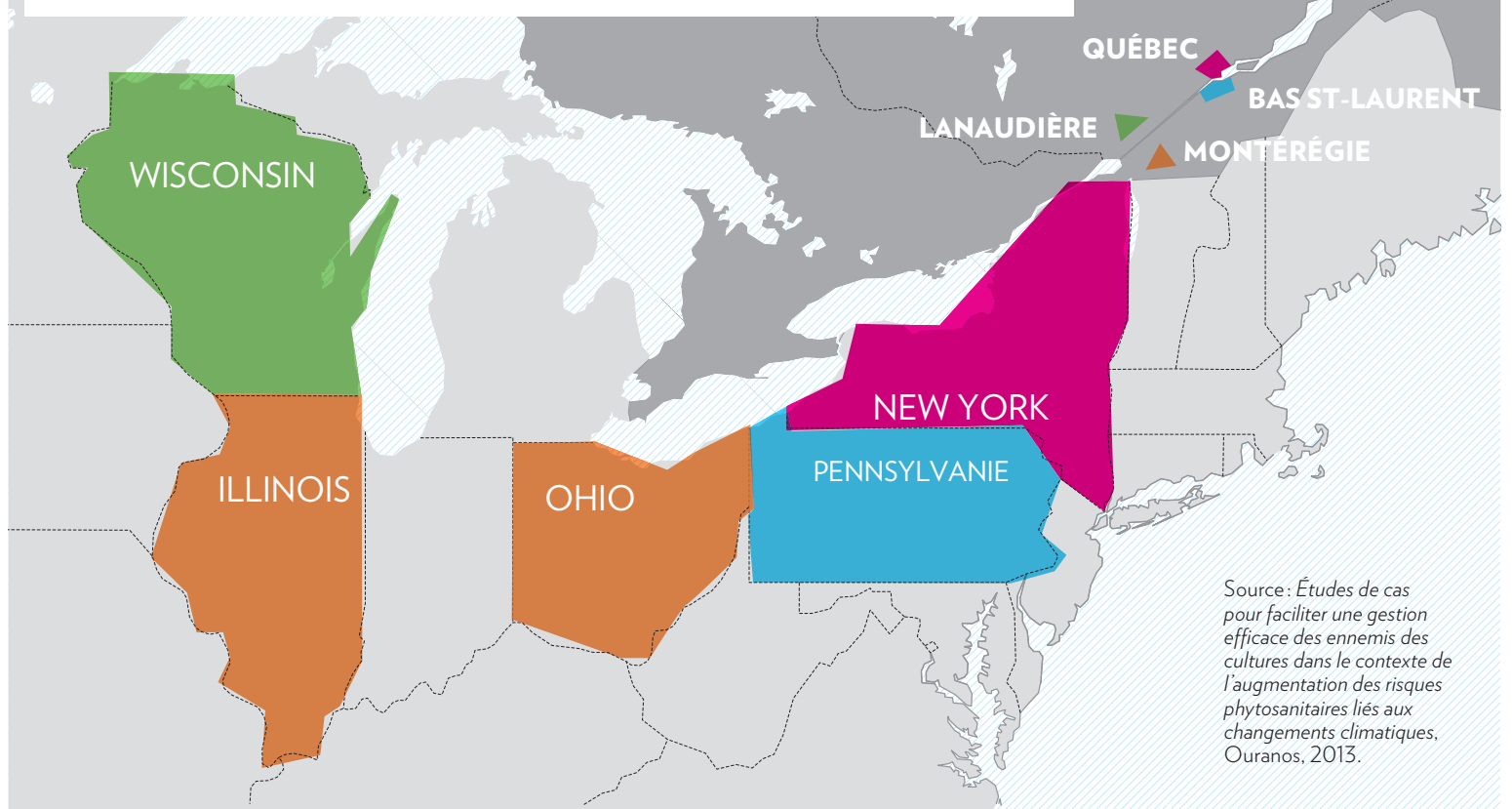
Voici quelques régions où le climat actuel présente des similitudes avec le climat futur de différentes régions du Québec, en 2050.

Le climat de la Montérégie sera semblable au climat actuel de l'Illinois et de l'Ohio.

Le climat de la Capitale-Nationale sera semblable au climat actuel de l'État de New York.

Le climat de Lanaudière sera semblable au climat actuel du Wisconsin.

Le climat du Bas-Saint-Laurent sera semblable au climat actuel du Wisconsin et de la Pennsylvanie.



QUEL TEMPS FERA-T-IL EN MONTÉRÉGIE EN 2050?

Température estivale (juin-juillet-août):

+2,3 À +2,7 DEGRÉS °C

Précipitations estivales:

- 4,3 À +7,5 %

Précipitations printanières (mars-avril-mai):

+9,3 À +19 %

Longueur de la saison de croissance:

+18,6 À +26,6 JOURS

Note: Différences climatiques entre la période de référence (1970-1999) et la période future (2041-2070) en Montérégie.

Source: Ouranos

RAYMOND WEIL
GENÈVE

LA PRÉCISION EST MON INSPIRATION

raymond-weil.com | freelance collection

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS | 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

WEIL THE MUSIC PROUD SUPPORTER

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6	Loteries	A12
Astrologie du jour	AFFAIRES 9	Monde	A16 et A17
Débats	A18 et A19	Personnalité	AFFAIRES 10
Décès	AFFAIRES 9	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 7
Horaire télévision	ARTS 4	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Passages nuageux, maximum 25, minimum 15. AFFAIRES 7



PHOTOMONTAGE NATHALIE SAMSON, LA PRESSE

LES DÉRIVES DE SPOTTED AU SECONDAIRE

Les écoles dénoncent le nouveau véhicule de la cyberintimidation anonyme

GABRIELLE DUCHAINE

Inquiétude grandissante dans le milieu scolaire: les cas d'intimidation contre des élèves et des enseignants se multiplient par l'entremise de la nouvelle application Spotted du site Facebook, qui permet d'écrire publiquement à peu près n'importe quoi sur n'importe qui d'une manière totalement anonyme. Souvent incapables d'identifier les coupables, organismes et directions d'école sonnent l'alarme.

Sur la page Spotted d'une école près de Québec, un garçon est ridiculisé publiquement parce qu'il a des seins. Sur celle d'une polyvalente de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, une adolescente est copieusement insultée pour sa performance au spectacle de fin d'année alors que dans l'ouest de Montréal, un prof est accusé sur la Toile d'avoir pris des photos des fesses de ses élèves, un autre est déclaré gai, une troisième qualifiée de « bitch ». Tout ça, sans jamais savoir qui est l'auteur des insultes et ponctué de nombreux commentaires moqueurs des autres élèves.

Du flirt à la provocation

Initialement, Spotted (pour aperçu) se voulait un outil de drague; des pages Facebook positives associées à un lieu de travail, un quartier ou une école, où on offre des compliments à des gens qu'on côtoie ou qu'on croise. Le concept est simple: afin de préserver leur identité, les auteurs écrivent leurs commentaires à un administrateur anonyme qui publie ensuite les textes sans les noms. Du genre: « Aperçu: belle blonde à la chemise bleue croisée ce midi dans l'escalier, qui es-tu? »

Mais si c'est encore pour flirter qu'on s'en sert dans la plupart des milieux, dans les écoles secondaires et même dans certains cégeps, le concept est rapidement devenu un moyen d'attaquer élèves et membres du personnel sur la place publique sans jamais s'identifier. Protégés par cet anonymat, les provocateurs ne se gênent pas pour écrire les noms, les initiales ou une description physique de leurs victimes qui laissent peu de place à l'interprétation. Les autres élèves savent très bien de qui on se moque.

« Ça dérape, déplore l'animateur et fervent pro-

moteur de la lutte à l'intimidation, Jasmin Roy. On ne sait pas qui gère ça. Ça devient un outil supplémentaire pour intimider. »

Surveillance et sensibilisation

Depuis plusieurs mois maintenant, les écoles sont sur le qui-vive. Il y a deux semaines, le directeur général du Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie, une école privée pour filles, a envoyé un message à tous les parents afin de les sensibiliser au phénomène. L'établissement, écrit le directeur, « n'a hélas pas échappé à cette nouvelle vague ».

sans le consentement de la personne photographiée. Nous tenons également à vous aviser que la liberté d'expression ne signifie pas que l'on puisse dire n'importe quoi, à n'importe qui et encore moins de n'importe quelle façon. » Le même message a été envoyé aux élèves.

En avril, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) a mis en branle une campagne de sensibilisation auprès des directions d'écoles et des élèves. On a notamment tenté de retracer les administrateurs de ces pages afin de leur rappeler le code de vie de leur établissement

nombreuses qu'il y a deux mois. Pour certains, ce qui se disait était anodin. Ils ont compris que non quand on leur a expliqué. On lisait de tout là-dessus. Il y a eu des dérapages. »

Même son de cloche à la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, dans l'ouest de Montréal, où les directions effectuent une surveillance quasi quotidienne des sites en question. « Les messages sont dans la limite de ce qui peut être toléré, mais la ligne est mince. Si on tombe dans les propos haineux ou diffamatoires, on n'hésitera pas à contacter la police », prévient le porte-parole Jean-Michel Nahas.

Chez Facebook, on rappelle que les utilisateurs peuvent signaler toute forme d'intimidation ou de harcèlement. « Rien n'est plus important pour Facebook que la sécurité des gens qui utilisent notre site. Notre Déclaration des droits et responsabilités, qui régit notre site, interdit le partage de contenu qui a pour but l'intimidation ou le harcèlement. Les utilisateurs peuvent signaler tout contenu contrevenant à nos politiques en utilisant les liens qui apparaissent un peu partout sur le site et notre équipe retirera tout contenu qui serait en violation de nos politiques », assure un porte-parole.

« Les messages sont dans la limite de ce qui peut être toléré, mais la ligne est mince. Si on tombe dans les propos haineux ou diffamatoires, on n'hésitera pas à contacter la police. »

— Jean-Michel Nahas, porte-parole de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

Il poursuit: « La surveillance que nous exerçons depuis un certain temps sur la page Spotted Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie nous a conduits à constater plusieurs entorses au respect d'autrui. Tout d'abord, nous tenons à vous aviser qu'il est illégal de publier une photo

et le fait qu'ils n'avaient pas le droit d'en utiliser le nom ou le logo. « Les écoles, c'est comme des villages alors c'est assez facile de savoir qui fait quoi, note le porte-parole Alain Perron, qui affirme que la campagne a donné de bons résultats et que les pages Spotted sont moins

QU'EST-CE QUE SPOTTED?

Le concept, pensé par des étudiants britanniques, est simple: une page Facebook intitulée « Spotted On » (aperçu) est gérée par un administrateur anonyme à qui les membres envoient des messages qui sont à leur tour publiés anonymement sur le site. D'autres membres peuvent ensuite les commenter ou y apposer la mention « j'aime ». L'idée s'est répandue comme une trainée de poudre. Initialement, le but était d'offrir des compliments à des inconnus ou à des gens à qui les utilisateurs sont gênés de parler en face, ou de retrouver une personne à notre goût croisé par hasard et dont on ne connaît pas le nom. En France, des médias ont qualifié Spotted de « nouvelle messagerie amoureuse ».

Aujourd'hui, des dizaines d'écoles secondaires, plusieurs cégeps et la majorité des universités québécoises en ont une. Des centaines, parfois des milliers d'élèves en sont membres, selon la taille de l'établissement. Toutefois, la drague a souvent cédé la place à des plaintes, des commentaires négatifs et des attaques de plus en plus personnelles.

— Gabrielle Duchaine

LU SUR DES PAGES D'ÉCOLES SECONDAIRES QUÉBÉCOISES

« À la fille aux cheveux noirs qui porte des lunettes: tu chantes comme une couille, tu sais pas les paroles, mais t'essayes de les imiter. Tu dances mal, tu louches, t'es lette en criss. »

« Shout out à Monsieur [nom de l'enseignant] qui prenait les photos des fesses des filles à la journée plein air. »

« À la p'tite conne toujours toute seule qui regarde tout le monde croche avec son air de bœuf, ses cils croutés, ses joggings noir pis trois pouces de fond de teint dans la face, t'es hot en tabarnak. »

« Shout out à la bitch de prof d'anglais [nom de l'enseignante] qui se pense bad. »

« Toi, oui toi, celui qui sent le tabarnak à côté de ma case, tu sais pas que ça existe le savon? »

« Spotted a la wannabe rousse qui s'habille comme un indien, mais qui a la peau aussi blanche qu'un vampire please change de style. »

« Ô ma grande perche gelée en secondaire 4, mais qui a des cours en 3: je te demanderais d'arrêter de suivre [nom d'une élève] comme un chien de poche. »

« La fille en secondaire 1 avec des collants rose flash et noir là... Bin criss t'es à l'école pas à un carnaval. »

Nous avons tu le nom des écoles pour préserver l'anonymat des élèves visés par les commentaires.

VERSEMENT INITIAL

0\$**

Faites le saut chez Mercedes-Benz.

Trois modèles. Trois rabais irrésistibles. Et toujours zéro comptant.



B 250 2013 avec Ensemble Sport en option montrée ci-dessus

LA TOUTE NOUVELLE B 250 2013. PRIX TOTAL¹ : 32 115 \$**

TAUX À LA LOCATION	VERSEMENT INITIAL	PAIEMENTS MENSUELS
4,9%* BAIL DE 48 MOIS	0\$**	398\$*
BASÉ SUR UN RABAIS DE 1 450 \$		



Berline C 350 2013 avec roues AMG en option montrée ci-dessus

**LA BERLINE C 300 4MATIC^{MC} 2013 ÉQUIPÉE DES ENSEMBLES
HAUT DE GAMME ET SPORT. PRIX TOTAL¹ : 45 755 \$****

TAUX À LA LOCATION	VERSEMENT INITIAL	PAIEMENTS MENSUELS	L'ENSEMBLE HAUT DE GAMME INCLUS	L'ENSEMBLE SPORT INCLUS
1,9%* BAIL DE 48 MOIS	0\$**	478\$*	<ul style="list-style-type: none"> ■ Rétroviseurs anti-éblouissement ■ Toit ouvrant en verre ■ Rétroviseurs extérieurs à repli électrique ■ Sièges avant chauffants Une valeur de 2 350 \$	<ul style="list-style-type: none"> ■ Feux à DEL ■ Suspension sport ■ Ensemble de style AMG ■ Jantes de 17 po à 5 bras jumelés Une valeur de 1 200 \$
BASÉ SUR UN RABAIS DE 4 270 \$				



Berline E 300 4MATIC^{MC} 2013 avec ensemble Sport en option montrée ci-dessus

LA BERLINE E 300 4MATIC^{MC} 2013. PRIX TOTAL¹ : 60 515 \$**

TAUX À LA LOCATION	VERSEMENT INITIAL	PAIEMENTS MENSUELS
2,9%* BAIL DE 36 MOIS	0\$**	798\$*
BASÉ SUR UN RABAIS DE 4 640 \$		

Pour plus de détails, visitez votre
concessionnaire Mercedes-Benz
de la région de Montréal.

COMMANDITAIRE OFFICIEL



Mercedes-Benz

MONTREAL
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie, Montréal
514 735-1199

LAVAL
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
450 681-2500

RIVE-SUD
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau, Greenfield Park
450 672-2720

WEST ISLAND
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

BOUCHERVILLE
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère, Boucherville
450 449-0222

BLAINVILLE
Mercedes-Benz Blainville
10000, rue du Plein-Air, Mirabel
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2013. Véhicules illustrés : B250 2013 avec Ensemble Sport en option/berline C 350 2013 avec roues AMG de 18 po à 7 bras en option/berline E 300 4MATIC^{MC} 2013 avec ensemble Sport en option. PDSF national : 31 100 \$/44 750 \$/59 600 \$. ** Le prix total de 32 115 \$/45 755 \$/60 515 \$ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDPRM de 55,49 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les droits de 15 \$ sur les pneus. 1 Taxes en sus. *Offre de location basée sur la B250 2013/berline C 300 4MATIC^{MC} 2013 équipée des ensembles Haut de gamme (2 350 \$) et Sport (1 200 \$)/berline E 300 4MATIC^{MC} 2013 proposée uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 398 \$/478 \$/798 \$ par mois pendant 48/48/36 mois. Versement initial de 0 \$ plus dépôt de sécurité de 400\$/500 \$/800 \$ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 29 900 \$/43 540 \$/58 300 \$. Taux annuel de location de 4,9%/1,9%/2,9%. Obligation totale : 19 504 \$/23 444 \$/29 528 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé de la région de Montréal. L'offre se termine le 30 juin 2013.

Laval et l'Environnement



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

aux lois de l'environnement commises à Laval. « Charest m'a dit qu'il ne pouvait faire ça à Gilles Vaillancourt », a-t-il déclaré à *L'actualité*.

Le poids politique de l'ex-maire à vie de Laval pouvait jouer dans les dossiers délicats... Et ce n'est sans doute pas un complet hasard si aucun gouvernement n'avait d'enthousiasme pour envoyer la police enquêter sérieusement là-bas. Alors les amis des canards et des grenouilles, vous pensez bien...

■ ■ ■

Le 18 avril, la Cour d'appel du Québec a donné le feu vert à un projet de condos en zone inondable en bordure de la rivière des Mille-Îles, dans le quartier Sainte-Rose, à Laval.

Il s'agit du projet Rosa Nova, conçu par la société 6 169 970 CANADA INC.

Le terrain, à 600 m de la rive, a été acquis en 2003. L'année suivante, le ministère de l'Environnement s'en remettait à la Ville de Laval, le terrain n'étant pas considéré en rive ou en littoral.

La société a obtenu toutes les autorisations de la Ville et un projet de 70 condos a vu le jour.

Mais voilà, en 2011, quand le projet prend forme, le Ministère a changé ses normes. Les nouvelles sont plus sévères et on refuse que la construction ait lieu dans cette zone inondable. Il faut maintenant un permis.

La société, qui avait obtenu le feu vert sept ans plus tôt, s'adresse aux tribunaux. Et après un jugement défavorable, elle obtient la permission

Et, surtout, parce que la Ville de Laval n'avait absolument aucun souci de ces foutus « milieux humides » et aucun respect pour le ministère de l'Environnement.

De fait, les permis avaient déjà été obtenus par le Groupe Pétra de Giuseppe Borsellino. Quand le Ministère s'est réveillé pour protester, il n'y avait plus rien à faire. La loi a été changée depuis pour permettre au Ministère d'in-

À quoi donc servaient ces enveloppes que tendait Gilles Vaillancourt aux candidats députés à Laval?

Peut-être à ligoter les volontés politiques...

Vendredi, mon collègue Vincent Larouche racontait comment on a réussi à contourner sans trop de difficulté, et légalement, les normes environnementales pour construire tout un quartier chic de Sainte-Dorothée.

Tandis que le feuilleton lavallois reprend ce matin à la commission Charbonneau, la question deviendra de plus en plus importante: à Québec, qui osait s'opposer politiquement à Gilles Vaillancourt?

Fâcheux hasard, plusieurs membres des familles mafieuses y ont acheté une maison.

En principe, selon les classifications du ministère de l'Environnement, rien n'aurait dû être construit à cet endroit. Un « milieu humide » important répertorié par le Ministère s'y trouvait. On y a construit tout un quartier quand même.

Pourquoi? Parce que les règles environnementales et le Ministère sont souvent en retard d'un développement.

tervenir quand un milieu est découvert après qu'un permis a été délivré. Mais à l'époque, il n'y avait rien à faire.

Il n'y avait d'autant rien à faire que Laval était du côté du promoteur - MM. Borsellino et Vaillancourt étaient en bonne intelligence, de toute évidence.

Thomas Mulcair, ex-député à Laval et ex-ministre de l'Environnement, a affirmé avoir perdu la confiance du premier ministre quand il a commencé à protester contre les violations



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

L'ex-maire de Laval, Gilles Vaillancourt.

de construire ce printemps en Cour d'appel.

Un autre exemple de ce que le ministère de l'Environnement est toujours en retard d'une décennie dans ses normes. On comprend qu'un promoteur doive s'appuyer sur un minimum de cohérence réglementaire et qu'après avoir investi des millions en remblai et en plans, il ne soit pas très joyeux de voir le Ministère rappliquer.

Mais si la protection du territoire et de l'environnement ne repose que sur des règlements, on n'en sortira jamais. Le vrai problème vient de ce que la mairie de Laval n'avait pas le moindre intérêt pour ces questions.

Ça n'a pas empêché le maire d'annoncer en 2009, année électorale, une « Politique de conservation et de mise en valeur des milieux naturels d'intérêt ». L'écologie était même un des thèmes centraux de sa dernière campagne électorale!

Juridiquement, tout semble impeccable. Mais tandis que le feuilleton lavallois reprend ce matin à la commission Charbonneau, la question deviendra de plus en plus importante: à Québec, qui osait s'opposer politiquement à Gilles Vaillancourt?

Pour joindre notre chroniqueur : yves.boisvert@lapresse.ca



Aujourd'hui dans *La Presse+*

PAUSE

- DOSSIER
Sexe: la dure réalité des jeunes parents.
- FÊTE DES PÈRES
Cinq idées-cadeaux pour papa.
- LA PÉDIATRE RÉPOND
Comment protéger bébé du soleil?

ACTUALITÉS

- ZOOM
Des seins nus aux hommes voilés: les militantes de Femen, qui utilisent leurs seins comme arme politique, ne sont pas l'exception qui confirme la règle. Aux quatre coins du monde, les manifestations se réinventent.

DE LA
SCIENCE
PLEIN
LA TÊTE

FESTIVAL
EUREKA!



14-15-16 JUIN
AU VIEUX-PORT

PLUS DE 100 ACTIVITÉS
EXTÉRIEURES GRATUITES

SPECTACLES ■ ANIMATIONS ■ CONFÉRENCES
POLICE SCIENTIFIQUE ■ TECHNO ■ HUMOUR ET +

FestivalEureka.ca

Un projet coréalisé par



MONTRÉAL PLUS

LE 450 DOUBLE
LE 514 POUR
LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUEPIERRE-ANDRÉ
NORMANDIN

La croissance économique des banlieues de Montréal surclasse depuis 15 ans celle observée sur l'île, révèle une étude menée pour l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Sorte de bilan de santé annuel de la province, le *Panorama des régions 2013* démontre que, depuis 1997, le PIB du 450 s'est développé deux fois plus rapidement que celui du 514.

L'auteur de l'étude, l'économiste André Lemelin de l'INRS, explique que le coût des espaces commerciaux au centre-ville, les taxes élevées sur l'île, ainsi que les coûts engendrés par la congestion poussent de plus en plus les entreprises à s'établir en périphérie de Montréal. «Pourquoi une entreprise payerait-elle un loyer à la Place Ville-Marie alors qu'elle peut payer pas mal moins cher à Sainte-Thérèse?» Évidemment, certains secteurs, comme

la haute finance, ont intérêt à demeurer sur l'île, mais d'autres, comme l'industrie manufacturière, peuvent économiser en se localisant dans les couronnes.

L'accélération du développement de la banlieue n'est pas nécessairement un signe de mauvaise santé économique pour la métropole, nuance André Lemelin. «Ce phénomène de déconcentration dans les environs immédiats des grandes métropoles n'est pas unique à Montréal.»

Les recherches de l'économiste démontrent également que le revenu personnel en banlieue dépasse maintenant celui sur l'île. André Lemelin s'explique ce phénomène par les mouvements de population, les jeunes familles partant s'établir en banlieue tandis que Montréal attire principalement les immigrants. «Ceux qui partent de Montréal ont peut-être des meilleurs revenus que ceux qui arrivent», indique-t-il.

PIB

ÉVOLUTION DU PIB (1997-2010)
(en dollars constants)31,5% Montréal
55,3% Laval50,9% Couronnes nord et sud
36,3% Moyenne québécoise

60%

C'est la région de Gatineau qui a connu la plus forte croissance de son PIB au Québec depuis 15 ans. Son poids sur l'économie québécoise reste toutefois encore très faible, à 3,3%.

28,7%

La région de Trois-Rivières a connu la plus faible croissance du PIB parmi les grandes régions du Québec.

REVENU PERSONNEL

CROISSANCE DU REVENU PERSONNEL
(1997-2010) (en dollars constants)29,4% Montréal
44,6% Laval53,7% Couronnes nord et sud
40,3% Moyenne québécoise

73%

C'est également la région de Gatineau qui a connu la plus forte croissance du revenu de ses habitants.

PART DU REVENU PERSONNEL
DANS LA GRANDE RÉGION
DE MONTRÉAL

	1997	2010
Montréal	53,2%	49,2%
Laval	9,7%	10%
Couronnes nord et sud	37,1%	40,8%

DÉMOGRAPHIE

CROISSANCE DE LA POPULATION
(1997-2010)8,2% Montréal
17,8% Laval18,5% Couronnes nord et sud
8,7% Moyenne québécoise

-6%

La région de la Ville de Saguenay a connu une baisse de sa population depuis 15 ans. On y compte un peu moins de 153 000 personnes comparativement à plus de 160 000 en 1997.

19%

La région de Gatineau a aussi bénéficié de la plus forte croissance de population au Québec depuis 15 ans.

Source: Institut de la statistique du Québec.
Panorama des régions 2012

ADMISSIBLE AU CONCOURS*

ÉPARGNEZ
GROO 000\$UN FORT
POTENTIEL
POUR YVONAMBITIEUX
DE NATUREPLACEMENT GARANTI
DIVERSIFIÉ MONDIAL

UNE OCCASION À SAISIR MAINTENANT

Le Placement garanti Diversifié mondial vous offre la possibilité de tirer parti de fortes hausses des marchés boursiers. Votre capital est 100% garanti.

Rendement annuel potentiel¹

8,45%	25 000 \$ ET PLUS
ILLIMITÉ	250 000 \$ ET PLUS

Offre d'une durée limitée.

1 800 CAISSES
desjardins.com/PGDMDesjardins
Gestion de patrimoine

Coopérer pour créer l'avenir



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Lutte contre
le terrorisme
Harkat devra
garder son
bracelet GPS

Mohamed Harkat, résidant d'Ottawa accusé d'avoir des liens avec des groupes terroristes, aura dorénavant le droit de posséder un téléphone cellulaire, mais le gouvernement fédéral refuse de lui permettre de retirer son bracelet de surveillance électronique ou d'avoir accès à une connexion internet. Dans des documents déposés à la Cour fédérale, Ottawa indique également être ouvert à la possibilité de laisser tomber l'obligation de prévenir les autorités chaque fois que Harkat souhaite quitter la ville. De telles concessions ne répondent toutefois pas à l'ensemble de la liste des droits qu'il tentera de recouvrer demain au cours d'une audience au tribunal. Mohamed Harkat, réfugié algérien, a été arrêté il y a plus de 10 ans, alors qu'il était soupçonné d'être un agent double d'Al-Qaïda. Il a vécu l'essentiel de sept dernières années en assignation à domicile.

- La Presse Canadienne

Affaire
Dziekanski
Début du procès
d'un agent
de la GRC

Le procès pour parjure du premier des quatre agents de la Gendarmerie royale du Canada impliqués dans la mort de l'immigrant polonais Robert Dziekanski, mort après avoir été atteint par un tir de pistolet à impulsion électrique à l'aéroport de Vancouver, commence aujourd'hui. Bill Bentley était l'un des quatre agents ayant confronté M. Dziekanski en octobre 2007, l'atteignant de plusieurs tirs de pistolet Taser, peu après avoir répondu à un appel concernant un homme lançant des meubles. M. Dziekanski a rendu l'âme sur le plancher de l'aéroport.

- La Presse Canadienne

¹ Les taux de rendement indiqués sont les taux maximum annuels payables à l'échéance. Le rendement pourrait être nul à l'échéance; le capital est toujours garanti à l'échéance. *Aucun achat requis. Du 14 avril au 29 juin 2013. Ouvert exclusivement aux membres d'une caisse Desjardins du Québec, d'une caisse populaire membre de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc., âgés de 18 ans ou plus en date du 14 avril 2013. Règlement en caisse et à desjardins.com/epargnezgros.

Première année d'exploitation du pont de l'A25

Québec a empoché 5,3 millions



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

BRUNO BISSON

Le ministère des Transports du Québec (MTQ) a empoché plus de 5,3 millions des revenus de péage dans la première année d'exploitation du pont de l'autoroute 25, entre Laval et Montréal, révèle un rapport rendu public la semaine dernière.

En vertu de l'entente de partenariat public-privé (PPP) signée en 2007 avec Concession A25, une société contrôlée par un consortium australien, le MTQ touche la moitié des revenus totaux excédant un seuil prédéterminé, qui a été largement dépassé lors de la première année de mise en service du pont à péage.

Dans l'entente de PPP, ce seuil de partage des revenus était fixé à 9 021 998 dollars, selon la valeur en 2012. Cela permet d'estimer à tout près de 20 millions la somme versée par les automobilistes qui ont utilisé le pont, incluant des droits controversés de 5\$ par passage qui sont facturés aux automobilistes n'ayant pas de compte ouvert avec Concession A25.

Selon le rapport, « plus de 11,1 millions de passages ont été comptabilisés sur le pont à péage de l'autoroute 25 » entre le 23 mai 2011 et le 31 mai 2012.

On peut estimer à 20 millions la somme versée par les automobilistes qui ont utilisé le pont, incluant les droits controversés de 5\$ qui sont facturés à ceux qui n'ont pas de transpondeur.

Au total, 78% des usagers du pont possédaient un transpondeur compatible avec le système de péage électronique du pont et n'ont donc pas eu à payer ces frais, qui font l'objet d'une poursuite devant les tribunaux.

Recours collectif

En janvier dernier, la Cour supérieure du Québec a en effet autorisé un recours collectif intenté par l'Union des consommateurs au nom des dizaines de milliers d'automobilistes qui se sont vu facturer ces frais administratifs de 5\$ par passage, en plus du droit de péage.

Le pont de l'A25 est doté d'un système de péage entièrement électronique et n'a pas de guérite pour recevoir les paiements au comptant des automobilistes qui ne sont pas abonnés au système de perception.

Rapport remis en retard

Ce premier rapport « annuel » est rendu public par le ministère des Transports du Québec avec des mois de retard, alors que le pont privé de Concession A25 a déjà terminé une deuxième année d'exploitation. Ainsi, les données de circulation qu'il contient ne reflètent pas la situation actuelle du pont à péage qui connaît un fort succès d'achalandage.

Selon le rapport, le pont de Concession A25 a enregistré une moyenne de plus de 30 000 passages par jour dès son quatrième mois d'exploitation, en septembre 2011. En mai 2012, pas moins de 1 085 701 d'automobilistes ont franchi le pont, pour une moyenne de plus de 35 000 passages par jour.

CHEVROLET



TOUT À 0%

SOLDE

FINANCEMENT À L'ACHAT PENDANT 84 MOIS*

DU 12 AU 22 JUIN

TOUS LES MODÈLES CHEVROLET 2013

VERSEMENTS RÉDUITS EN GRAND! DU JAMAIS VU

<p>SPARK</p> 	<p>TRAX</p> 
<p>SONIC</p> 	<p>ORLANDO</p> 
<p>CRUZE</p> 	<p>EQUINOX</p> 
<p>MALIBU</p> 	<p>TRAVERSE</p> 
<p>VOLT</p> 	<p>TAHOE</p> 
<p>IMPALA</p> 	<p>SUBURBAN</p> 
<p>CAMARO</p> 	<p>AVALANCHE</p> 
<p>CORVETTE</p> 	<p>SILVERADO 1500 ET HD</p> 

FAITES DE L'UN!
Jusqu'à 1500 \$ de remise additionnelle*

JUSQU'À 3000 MILES DE RÉCOMPENSE AIR MILES**

POUR GARANTIR NOTRE QUALITÉ, NOUS LA COUVRONS AVEC UNE GARANTIE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 160 000 KM/5 ANS* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.

CONTACTERCHEVROLET.CA



VOYAGE

PARTONS!

Tous les mercredis et samedis dans La Presse

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant à tous les modèles Chevrolet 2013 neufs. Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport et taxe de climatisation (100 \$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Offre valide pour les véhicules livrés entre le 12 et le 22 juin 2013. Les institutions financières participantes peuvent changer. Taux de financement à l'achat de 0% offert sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque Scotia^{MS} ou de RBC Banque Royale¹ pendant 84 mois pour les voitures, multiségments, pick-up, VUS et camions Chevrolet, Buick et GMC 2013 neufs ou de démonstration. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Les mensualités et le coût d'emprunt varient selon la somme empruntée et la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Exemple: basé sur un financement de 20 000 \$ à un taux annuel de 0%, le versement mensuel s'élève à 238,10 \$ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 0\$, et l'obligation totale est de 20 000 \$. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Offre d'une durée limitée ne pouvant être jumelée à certaines autres offres. Certaines conditions s'appliquent. Détails chez votre concessionnaire. ^{MS} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. ¹ RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. 2. Valable uniquement dans les établissements GM participants au Canada. Offre destinée aux particuliers seulement. Le nombre de milles de récompense AIR MILES^{MS} offerts varie de 750 à 3 000, selon le véhicule choisi. L'offre est non monnayable et ne peut être jumelée à certaines autres promotions d'AIR MILES. L'offre prend fin le 2 juillet 2013. Veuillez prévoir de quatre à six semaines après la fin de l'offre pour que les milles de récompense soient déposés dans votre compte d'adhérent AIR MILES^{MS}. Pour que les milles de récompense soient déposés dans le solde de votre choix, vous devez veiller à établir vos préférences en matière de solde (solde Argent AIR MILES^{MS} ou solde Réves AIR MILES^{MS}) avant de procéder à la transaction d'achat admissible. ^{MS/MC} Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., utilisée sous licence par LoyaltyOne, Inc. et par la General Motors du Canada Limitée. * La remise de 600 \$ à 1 500 \$ est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule de l'année-modèle 2008 à 2013 en échange d'un véhicule de l'année-modèle 1998 ou antérieurs. Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le site www.faitesdelair.org. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

ACTUALITÉS

Un cadeau d'exception du Vatican

Québec recevra une « porte sainte », une première en Amérique

STÉPHANIE MARTIN
LE SOLEIL

Québec vient de recevoir un privilège rare : celui d'héberger la première porte sainte à l'extérieur de l'Europe. C'est le cadeau du Vatican pour souligner le 350^e anniversaire de la paroisse Notre-Dame de Québec, une célébration qui attirera les ténors de l'Église catholique du Canada et des États-Unis. Et, qui sait, peut-être le pape lui-même.

À l'occasion du 350^e anniversaire de la fondation par François de Laval de la paroisse Notre-Dame de Québec, la mère de toutes les paroisses en Amérique du Nord, l'archevêque de Québec, M^{gr} Gerald Cyprien Lacroix, a demandé au Vatican de marquer l'année jubilaire 2014 en ouvrant une porte sainte dans la cathédrale du Vieux-Québec.

« La permission d'héberger une porte sainte est « un privilège exceptionnel », a dit avec enthousiasme l'abbé Julien Guillot, directeur général des Fêtes du 350^e. « Il fallait avoir de bonnes connexions! » a ajouté Alain Faucher, vice-doyen de la faculté de sciences religieuses et professeur à l'Université Laval. « On voit les fruits des contacts très étroits qu'il peut y avoir entre les grandes autorités du Vatican et Québec. »

Un privilège exceptionnel assurément, mais aussi méconnu. Il existe en ce moment six portes saintes dans le monde. Toutes sont situées en Europe. Rome en compte quatre dans ses basiliques majeures : Saint-Pierre de Rome, Sainte-Marie-Majeure, Saint-Paul-hors-les-Murs et Saint-Jean-Latran. En Espagne, Saint-Jacques-de-Compostelle possède la sienne, et Ars, en France, héberge la dernière.



L'archevêque de Québec, M^{gr} Gerald Cyprien Lacroix

Un symbole fort

Une porte sainte, c'est un symbole très fort. « C'est un passage qui symbolise l'avant et l'après. C'est vraiment l'idée d'une transformation intérieure », a expliqué l'abbé Guillot.

La porte sainte de Québec sera percée à même le mur de la basilique-cathédrale Notre-Dame de Québec, dans la chapelle du Sacré-Coeur.

Celle de Québec sera percée à même le mur de la basilique-cathédrale Notre-Dame de Québec, dans la chapelle du Sacré-Coeur. Pendant toute l'année des célébrations du 350^e, elle sera ouverte et deviendra un lieu de pèlerinage pour les catholiques, mais aussi pour les visiteurs de toutes confessions religieuses. Les gens pourront la

franchir dans le contexte d'une démarche spirituelle. À l'extérieur de la cathédrale, un petit jardin clôturé sera aménagé et sillonné d'un sentier, où les pèlerins pourront se recueillir. À la fin de l'année, la porte sera

de nombreuses communautés religieuses. Déjà que la cathédrale accueille plus d'un million de visiteurs par an, on en attend quelque 60 000 de plus en 2014. Avec des retombées économiques estimées à 60 millions, selon les organisateurs des Fêtes.

Une visite du pape?

Ultimement, la ville pourrait même accueillir le pape François lui-même. Pour l'instant, l'archevêque de Québec, M^{gr} Gerald Cyprien Lacroix, ne veut pas créer d'attentes. Déjà, le diocèse a reçu la confirmation qu'un représentant du pape sera présent le 15 septembre 2014, à la messe anniversaire de la paroisse, fondée en 1664 par François de Laval.

La décision de l'octroi de la porte sainte a été prise sous

le règne de Benoît XVI. Étant donné l'âge avancé de celui qui est aujourd'hui pape émérite, l'archevêque de Québec n'avait pas songé à lui demander de faire le long voyage. Les choses sont différentes depuis la nomination de François, premier pape des Amériques.

Quand on évoque avec lui la possibilité que le Saint-Père pose les pieds sur le sol de Québec, M^{gr} Lacroix ne peut s'empêcher de sourire. « La tentation est là », admet-il, même s'il est conscient des délais courts, de l'imposante organisation et des coûts astronomiques engendrés par une visite papale, notamment sur le plan de la sécurité. Il faudrait d'abord formuler une demande commune avec les autorités politiques et religieuses du pays.

Fait intéressant, la messe pontificale du 15 septembre 2014 se tiendra presque 30 ans jour pour jour après que Jean-Paul II, le seul pape à avoir visité la province, a atterri à Québec, le 9 septembre 1984. « Les étoiles s'alignent, ça, c'est sûr », remarque Gerald Cyprien Lacroix. Jean-Paul II avait attiré des foules impressionnantes. Pas moins de 275 000 fidèles avaient assisté à une messe en plein air à l'Université Laval et des dizaines de milliers de curieux s'étaient massés le long des rues de Québec pour voir passer le souverain pontife lors d'un défilé.

« C'est sûr que je serais honoré que le pape vienne au Canada. Qui ne souhaiterait pas avoir le pape? », a confié l'archevêque, tout en demeurant prudent. « Ce n'est pas lui qui est l'objet de la fête. C'est la paroisse. Et la communauté. Il faut miser là-dessus. C'est ça qu'on veut célébrer. »

FINANCÉE PAR DEUX « BIENFAITEURS »

La porte sainte de Québec sera entièrement financée par des dons privés. C'est le mouvement international des Chevaliers de Colomb qui assume le coût de la porte elle-même. Pour les aménagements intérieurs et extérieurs donnant accès à la porte, c'est le Groupe Dallaire, très présent à Québec, qui s'en chargera. — Stéphanie Martin

MATÉRIAUX NOBLES ET TRANSPARENCE

La porte sainte de Notre-Dame de Québec sera différente des six qui existent déjà en Europe. Comme les autres, elle sera faite d'un matériau noble, le bronze en l'occurrence, mais, détail inusité, elle laissera filtrer la lumière. La cérémonie qui entourera son ouverture se fera avec décorum, mais sans le faste auquel on est habitué au Vatican. Ce seront de simples pèlerins qui la franchiront en premier et non des dignitaires. Et quand viendra le temps de la fermer, elle ne sera pas emmurée, mais scellée, en attendant que le pape donne la permission de l'ouvrir à nouveau. — Stéphanie Martin

JEAN-CHRISTOPHE
LAURENCE

Une première mission africaine vient d'être inaugurée à Montréal. Depuis hier, elle s'est officiellement installée à l'église Notre-Dame-des-Anges, située sur le boulevard Gouin, dans la paroisse Bordeaux-Cartierville. Une cérémonie spéciale a été célébrée pour l'occasion en présence du cardinal Laurent Monsengwo, archevêque de Kinshasa au Congo.

Bien que toujours ouverte aux catholiques « de souche », l'église Notre-Dame-des-Anges sera désormais spécifiquement destinée à la communauté africaine catholique. On y offrira, sur une base régulière, des messes selon le rite congolais, qui a la particularité d'intégrer dans, rythmes et chants africains



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Une cérémonie a eu lieu hier à l'église Notre-Dame-des-Anges, pour inaugurer la première mission africaine.

aux rites catholiques traditionnels. En plus de la religion, Notre-Dame-des-Anges aura également un caractère social. L'église servira de point de

chute aux immigrants africains d'obédience catholique, pour la plupart originaires du Congo, d'Ouganda ou du Nigeria. Une façon de diminuer l'influence et la prolifération des églises protestantes qui exercent un grand ascendant sur les nouveaux arrivants.

Une messe dansante

Basé sur le principe que « la messe est une fête avec Dieu et qu'en Afrique, il n'y a pas de fête sans danse », le rite congolais a été créé en 1988 par le cardinal Joseph-Albert Malula. Mais ce n'est pas d'hier que le continent noir participe au rayonnement de l'Église catholique. « On n'a pas idée de combien l'Afrique a contribué au christianisme, souligne Kanyuhri Tchika, membre actif de la mission africaine. Saint-Augustin et Saint-Maurice sont tous les deux originaires d'Afrique et le pape Gélase 1^{er} (482-496) était Noir! » L'Afrique compterait actuellement une cinquantaine de saints, la plus récente étant la Soudanaise Bakhita (1869-1947) canonisée en 2000.

Montréal compte actuellement un quarantaine de missions dites « ethniques ». Il n'est pas exclu, selon le diocèse, que la mission africaine hérite éventuellement d'une église pour elle toute seule. Au rythme où les églises se vident, cela pourrait être avant longtemps. La cérémonie d'hier sera rediffusée le 16 juin à la télé de Radio-Canada.

Une première église africaine à Montréal

JEAN-CHRISTOPHE
LAURENCE

Une première mission africaine vient d'être inaugurée à Montréal. Depuis hier, elle s'est officiellement installée à l'église Notre-Dame-des-Anges, située sur le boulevard Gouin, dans la paroisse Bordeaux-Cartierville. Une cérémonie spéciale a été célébrée pour l'occasion en présence du cardinal Laurent Monsengwo, archevêque de Kinshasa au Congo.

Bien que toujours ouverte aux catholiques « de souche », l'église Notre-Dame-des-Anges sera désormais spécifiquement destinée à la communauté africaine catholique. On y offrira, sur une base régulière, des messes selon le rite congolais, qui a la particularité d'intégrer dans, rythmes et chants africains

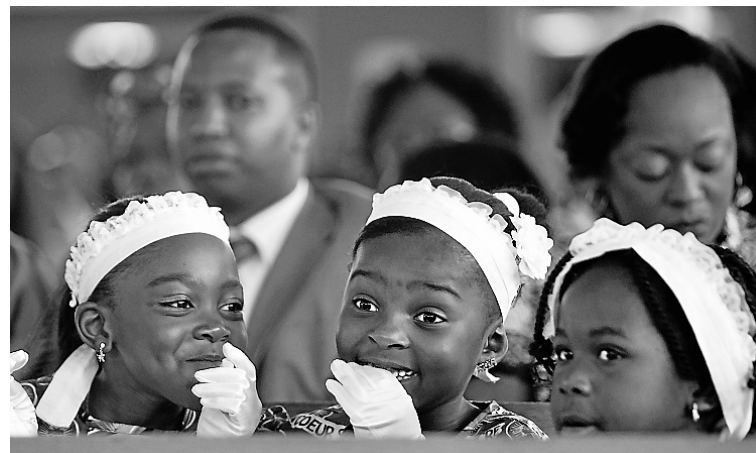


PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Une cérémonie a eu lieu hier à l'église Notre-Dame-des-Anges, pour inaugurer la première mission africaine.

aux rites catholiques traditionnels. En plus de la religion, Notre-Dame-des-Anges aura également un caractère social. L'église servira de point de

chute aux immigrants africains d'obédience catholique, pour la plupart originaires du Congo, d'Ouganda ou du Nigeria. Une façon de diminuer l'influence et la prolifération des églises protestantes qui exercent un grand ascendant sur les nouveaux arrivants.

Une messe dansante

Basé sur le principe que « la messe est une fête avec Dieu et qu'en Afrique, il n'y a pas de fête sans danse », le rite congolais a été créé en 1988 par le cardinal Joseph-Albert Malula. Mais ce n'est pas d'hier que le continent noir participe au rayonnement de l'Église catholique. « On n'a pas idée de combien l'Afrique a contribué au christianisme, souligne Kanyuhri Tchika, membre actif de la mission africaine. Saint-Augustin et Saint-Maurice sont tous les deux originaires d'Afrique et le pape Gélase 1^{er} (482-496) était Noir! » L'Afrique compterait actuellement une cinquantaine de saints, la plus récente étant la Soudanaise Bakhita (1869-1947) canonisée en 2000.

Montréal compte actuellement un quarantaine de missions dites « ethniques ». Il n'est pas exclu, selon le diocèse, que la mission africaine hérite éventuellement d'une église pour elle toute seule. Au rythme où les églises se vident, cela pourrait être avant longtemps. La cérémonie d'hier sera rediffusée le 16 juin à la télé de Radio-Canada.

NOUS ACHETONS
L'OR QUE VOUS
NE DÉSIREZ PLUS



Sécuritaire et concurrentiel, notre service d'échange d'or, d'argent et de platine vous permet d'échanger vos métaux précieux contre de l'argent comptant le jour même. Prenez rendez-vous dès aujourd'hui.

L'acheteur de métaux précieux de Birks sera disponible aux dates suivantes :

LE 10 JUIN (10 H À 17 H)
1240, SQUARE PHILLIPS • 514.397.2511

LE 13 ET 14 JUIN (10 H À 19 H)
CARREFOUR LAVAL • 450.688.3431

LE 21 ET 22 JUIN (10 H À 19 H)
CENTRE ROCKLAND • 514.341.5426

BIRKS

VISITEZ BIRKSECHANGEDOR.COM
POUR LA LISTE COMPLÈTE DE NOS ÉVÉNEMENTS.

La ruée
vers l'or!



NOUS ACHETONS VOTRE
OR ET ARGENT!



LES PLUS HAUTS PRIX
DEPUIS DES ANNÉES

Aucun rendez-vous nécessaire



Bijoux, pièces de
monnaie, lingots
Apportez-les aujourd'hui.



ACHAT SUR PLACE - PAS D'ATTENTE

EMPIRE

Lundi-vendredi, 10 h à 17 h

5500, rue Paré

514-737-6586

ACTUALITÉS

Un marchand de diamants israélien arrêté au Québec

Il aurait fraudé plusieurs clients en Belgique

VINCENT LAROUCHE

La GRC a arrêté récemment au Québec un marchand de diamants israélien recherché en lien avec des allégations de fraude internationale de plusieurs millions, selon ce qu'a appris *La Presse*.

C'est à la demande des autorités judiciaires de la Belgique que les policiers canadiens ont mis la main au collet de Francis Weitz, 59 ans, le mois dernier. Tous les corps de police membres d'Interpol avaient été avertis qu'il était recherché depuis plusieurs mois.

Selon la preuve déposée en cour, la police de Saint-Jérôme a d'abord été informée le 2 mai dernier que Weitz se trouvait sur son territoire. En procédant à son arrestation, les policiers ont saisi pour plus de 70 000 \$ en bijoux, et du poivre de Cayenne.

Depuis, les tribunaux canadiens tentent de démêler l'histoire de cet ancien président de la Fédération sioniste de Belgique, qui possède la double citoyenneté belge et israélienne, et qui dit habiter maintenant en permanence en Israël, où il est un militant très engagé dans les campagnes internationales de soutien à la cause de l'État hébreu.

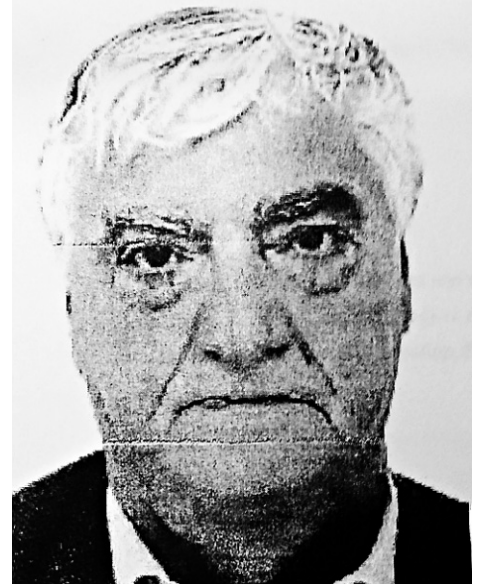
Avant de s'établir au Moyen-Orient, Francis Weitz dirigeait ses affaires à partir d'Anvers, en Belgique, un haut lieu de l'industrie diamantaire européenne.

Fraude à grande échelle

Selon un document rédigé par le juge d'instruction belge chargé de son dossier, et obtenu par *La Presse*, Weitz aurait fraudé à grande échelle plusieurs joueurs de l'industrie, en ne payant pas ses achats de diamants ou par l'émission de chèques sans provision. La fraude atteindrait des millions de dollars, poursuit le magistrat.

«L'intéressé fait preuve d'un manque systématique de respect pour la propriété d'autrui, ce qui comporte un danger pour l'ordre public et la sécurité. Vu le caractère organisé, répété et particulièrement lucratif des faits, il y a un danger de récurrence», explique-t-il.

Francis Weitz n'a pas répondu directement à ces accusations. Mais selon un résumé de son témoignage à la Commission de l'immigration, il a avoué avoir fait faillite en Belgique et avoir tenté de s'en sortir d'une façon qui n'était «peut-être pas tout à fait correcte».



Francis Weitz a été arrêté au Québec à la demande de la Belgique.

Il dit s'être endetté auprès de personnes louches qui lui ont fait des menaces, si bien qu'il craint pour sa vie dans son ancien pays.

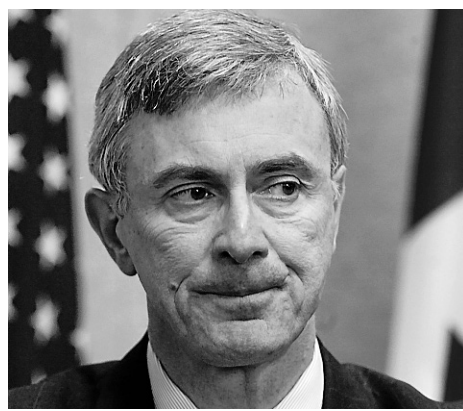
Il a aussi dit se trouver au Québec par affaires et y être venu plusieurs fois pour son travail depuis 2006. Il fournissait en diamants le bijoutier canadien Miran Armutlu, connu pour confectionner des bagues de championnat à l'intention des équipes de hockey, basket et football. C'est d'ailleurs Armutlu qui a payé la caution de Weitz après son arrestation à Saint-Jérôme.

Détenu à Rivière-des-Prairies

Conséquemment, Francis Weitz aurait pu être expulsé par l'Agence des services frontaliers parce qu'il avait dépassé sa durée de séjour autorisée au Canada, mais il a plutôt été arrêté de nouveau par la GRC afin que la Cour supérieure puisse statuer sur la demande d'extradition dont il est l'objet.

Il est présentement détenu à la prison de Rivière-des-Prairies. Son avocat, M^e Stéphane Handfield, s'interroge sur la façon de procéder des autorités. «Ils avaient son passeport, ils auraient pu le renvoyer rapidement en Belgique parce qu'il avait dépassé sa durée de séjour, sans passer par l'extradition. Je ne comprends pas ce que fait la GRC, si ce n'est une opération statistique!» a-t-il laissé tomber lorsque joint par *La Presse*.

L'ex-ambassadeur Paul Cellucci exposé en chapelle ardente



Paul Cellucci a été ambassadeur des États-Unis à Ottawa, de 2001 à 2005.

BOSTON — La dépouille de l'ancien gouverneur du Massachusetts Argeo Paul Cellucci sera exposée en chapelle ardente à la Chambre des représentants de l'État, jeudi. Une messe funèbre sera ensuite célébrée vendredi, dans une église de la ville de Hudson.

M. Cellucci est décédé samedi à son domicile de complications liées à la sclérose latérale amyotrophique, également connue sous le nom de maladie de Lou Gehrig. Il était âgé de 65 ans. Il a dirigé le Massachusetts de 1997 à 2001, avant d'occuper le poste d'ambassadeur des États-Unis au Canada, de 2001 à 2005.

— Associated Press

L'ÉVÉNEMENT

«comme un PRO»

Nikon



GRAND SOLDE

NOUS PAYONS L'ÉQUIVALENT DE LA TPS SUR TOUS LES PRODUITS NIKON* DU 10 AU 16 JUIN 2013

APPAREILS PHOTO REFLEX

- D5200 + 18-55MM VR RÉG. : 847,95\$ **746,95\$**
- D7000 + 18-105MM VR RÉG. : 1139,95\$ **1009,95\$**
- D7100 + 18-105MM VR RÉG. : 1439,95\$ **1332,75\$**
- D600 **EN INVENTAIRE**
- D800 **EN INVENTAIRE**
- D4 **EN INVENTAIRE**
- NIKON 1 J3 + 10-30MM RÉG. : 603,95\$ **552,95\$**
- NIKON 1 V2 + 10-30MM RÉG. : 789,95\$ **675,95\$**

APPAREILS PHOTO COMPACTS

- COOLPIX AW110 RÉG. : 323,95\$ **285,95\$**
+ EN PRIME ÉTUI
- COOLPIX S9400 RÉG. : 275,95\$ **247,95\$**
+ EN PRIME PILE SUPPLÉMENTAIRE
- COOLPIX P520 RÉG. : 395,95\$ **361,95\$**
- COOLPIX P330 RÉG. : 375,95\$ **342,95\$**
- COOLPIX P7700 RÉG. : 399,95\$ **380,95\$**

FLASHES

- SB-N5 RÉG. : 143,95\$ **114,95\$**
- SB-N7 RÉG. : 179,95\$ **171,95\$**
- SB-700 RÉG. : 329,95\$ **314,95\$**
- SB-910 RÉG. : 459,95\$ **437,95\$**
- ENSEMBLE MACRO R1 RÉG. : 569,95\$ **542,95\$**

OBJECTIFS FIXES ET TÉLÉCONVERTISSEURS

- TC-17E II RÉG. : 399,95\$ **380,95\$**
- TC-20E III RÉG. : 549,95\$ **523,95\$**
- AF-S 50MM F/1.8G RÉG. : 229,95\$ **219,95\$**
- AF-S 50MM F/1.4G RÉG. : 524,95\$ **499,75\$**
- AF-S DX 35MM F/1.8G RÉG. : 219,95\$ **209,95\$**
- AF-S DX MICRO 40 MM F/2.8G RÉG. : 279,95\$ **266,95\$**
- AF-S MICRO 60MM F/2.8G ED RÉG. : 529,95\$ **504,95\$**
- AF-S 85MM F/1.8G RÉG. : 499,95\$ **475,95\$**
- AF-S MICRO 105MM F/2.8G IF-ED VR RÉG. : 819,95\$ **780,95\$**
- AF-S 300MM F/4D ED-I RÉG. : 1249,95\$ **1189,95\$**
- AF-S 300MM F/2.8 ED VRII RÉG. : 5369,95\$ **5112,95\$**

OBJECTIFS ZOOMS

- AF-S DX 10-24MM F/3.5-4.5G ED RÉG. : 819,95\$ **780,95\$**
- AF-S 14-24MM F/2.8G IF-ED RÉG. : 1699,95\$ **1618,95\$**
- AF-S 24-70MM F/2.8G IF-ED RÉG. : 1599,95\$ **1523,95\$**
- AF-S 24-120MM F/4 ED VR RÉG. : 1174,95\$ **1118,95\$**
- AF-S DX 55-300MM F/4.5-5.6G ED VR RÉG. : 389,95\$ **299,95\$**
- AF-S 70-300MM F/4.5-5.6G IF-ED VR RÉG. : 499,95\$ **380,95\$**
- AF-S 70-200MM F/2.8G IF-ED VR II RÉG. : 2119,95\$ **2018,95\$**
- AF-S 200-400MM F/4G IF-ED VR II RÉG. : 6119,95\$ **5902,95\$**

*SÉLECTION COMPLÈTE EN MAGASIN

CLINIQUE NIKON

Samedi, 15 juin de 10h à 16h

Un représentant Nikon vous tiendra informé sur les nouvelles technologies et sur l'ensemble des produits Nikon.

Faites nettoyer gratuitement le capteur de votre appareil!*

* Délai pour les appareils plein capteur.

photo LAPLANTE inc.
foto source™
La photo et rien d'autre

PHOTOLAPLANTE.COM

350, boul. des Laurentides, Laval, QC H7G 2T8 | Tél. 450 669-0595
Ouvert 7 jours - À proximité de la station de métro Cartier

BOUTIQUE COURIR

votre partenaire de course

asics®

GEL-Noosa Tri 8 GS
Junior

À l'achat de chaussures de course à pied chez Boutique Courir, recevez gratuitement un plan d'entraînement personnalisé de 8 semaines :

Pour préparer un 5 km, 10 km, demi-marathon ou marathon **OU** Pour votre mise en forme avant de commencer à courir

En partenariat avec **CYCLIDE** www.cyclide.org

Montréal
4452, rue Saint-Denis
Métro Mont-Royal

Longueuil
1085, chemin Chambly
Près du cégep Édouard-Montpetit

www.boutiquecourir.com

Boutique de course à pied de l'année 2012 au Canada selon **IBRC.ca**

Chaussures • Vêtements • Accessoires • Produits énergétiques

COMPRESSIONS À L'AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Les scientifiques directement touchés

PHILIPPE MERCURE

Les scientifiques sont les premiers touchés par les compressions imposées par le gouvernement Harper à l'Agence spatiale canadienne. Et plusieurs craignent que cette situation ne compromette la compétitivité du Canada dans le domaine spatial.

Depuis un peu plus d'un an, 30 employés de l'Agence ont été avisés que leur poste serait aboli, selon l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC). La presque totalité d'entre eux (24 sur 30) sont des chercheurs, des directeurs de recherche ou des ingénieurs.

« On est en train de sabrer directement la capacité scientifique, s'inquiète Gary Corbett, président de l'IPFPC. Tout ce qui ne rapporte pas d'argent immédiatement est mis de côté. Ça va entraîner une perte de compétitivité qui va être récupérée par des pays comme le Brésil, l'Inde, la Chine ou le Japon. »

Pour l'instant, huit employés ont quitté l'Agence, selon Industrie Canada. Le sort des autres est incertain. Tous les employés concernés travaillent ou travaillaient à Saint-Hubert, sur la Rive-Sud.

D'autres départs suivront. Dans un rapport daté de mars dernier, le gouvernement Harper écrit vouloir faire passer les effectifs de l'Agence spatiale de 664 à 613 employés d'ici deux ans.

Expertise longue à bâtir

« Il faut plusieurs années pour bâtir une expertise dans un domaine aussi spécialisé, dit Marc Garneau, ancien président de l'Agence aujourd'hui député libéral. Quand on laisse aller les employés, ce n'est pas comme un robinet qu'on peut rouvrir tout de suite après. »

Dans son budget 2012, le gouvernement Harper a imposé des compressions annuelles de 29,5 millions à l'Agence spatiale dès 2014-2015, sur un budget principal de 310 millions. Des économies de 7,9 millions en 2012-2013 et de 24,7 millions en 2013-2014 ont aussi été exigées.

« Notre gouvernement garde comme priorité que le Canada demeure un chef de file des technologies spatiales, a répondu Industrie Canada par courriel. En travaillant à accroître son efficacité

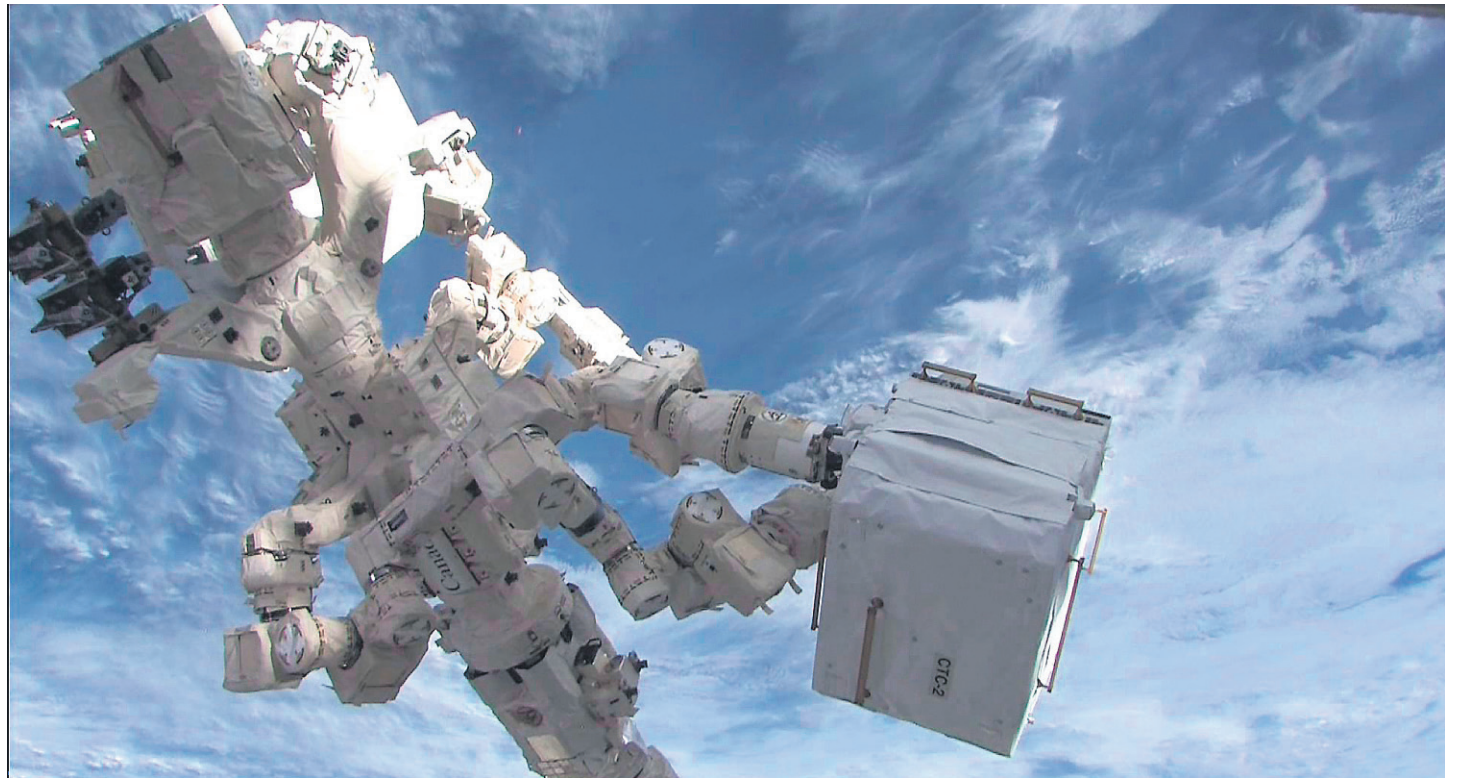


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

La compétitivité du Canada dans le domaine spatial pourrait être menacée par les coupes à l'Agence spatiale canadienne. Ci-dessus, Dextre, le robot canadien rattaché à la Station spatiale internationale.

opérationnelle tout en offrant un programme spatial efficace, l'Agence spatiale canadienne contribue activement aux efforts que notre gouvernement déploie en vue de revenir à un budget équilibré. » Il n'a pas été possible de parler au ministre responsable de l'Agence, Christian Paradis.

L'industrie aérospatiale, pour qui l'Agence spatiale est souvent un client ou un partenaire important, presse Ottawa d'appliquer les recommandations du rapport Emerson, qui s'était penché sur l'avenir de l'industrie spatiale.

« Il y a un urgent besoin d'action dans le dossier spatial », affirme l'Association des industries aérospatiales du Canada.

Industrie Canada promet une réponse à ce rapport « d'ici quelques mois ».

Après l'engouement suscité par la récente mission de l'astronaute canadien Chris Hadfield, l'Agence spatiale

canadienne se retrouve donc dans l'incertitude. L'ex-président Steve MacLean, qui a démissionné le 1^{er} février, n'a toujours pas été remplacé.

« Le gouvernement fera une annonce en temps opportun », s'est borné à dire Raymond Rivet, du Bureau du conseil privé, vers lequel l'Agence a redirigé nos questions.

Le député Marc Garneau croit que M. MacLean a démissionné parce qu'il avait soumis un plan stratégique au gouvernement qui a été ignoré.

« C'était probablement une source de frustration pour lui – je ne sais pas, dit M. Garneau. Mais il y aurait dû avoir une réaction à son rapport. »

L'astronaute Chris Hadfield, que plusieurs voient à la tête de l'Agence spatiale canadienne, n'a pas voulu aborder la question le mois dernier après son retour sur Terre.

L'AGENCE EN CHIFFRES

- > **Employés**: 664 (dont 90 % sont à Saint-Hubert)
- > **Employés prévus en 2015-2016**: 613
- > **Budget principal**: 310 millions
- > **Budget principal prévu en 2015-2016**: 276,3 millions
- > **Dépenses totales**: 488,7 millions
- > **Dépenses totales prévues en 2015-2016**: 382,9 millions

Source: gouvernement du Canada

L'ÉVÉNEMENT

LINCOLN

DU PRINTEMPS

Attire les regards, sans vouloir l'attention.

LA TOUTE NOUVELLE
MKZ OU MKZ HYBRIDE 2013LOUEZ POUR À
348 \$ PAR MOIS **0,99 %** TAUX ANNUEL⁺⁺pour un terme de 48 mois moyennant un acompte de 6 749 \$. Frais de transport et taxe sur le climatiseur inclus. Taxes en sus. Aucun dépôt de garantie¹. Package 100A et 200A

OBTENEZ LE PROGRAMME PROTECTION-ENTRETIEN

LINCOLN⁺⁺ SANS FRAIS
SUPPLÉMENTAIRESÀ L'ACHAT OU À LA LOCATION D'UN NOUVEAU MODÈLE
LINCOLN 2013 POUR UNE DURÉE LIMITÉE

Obtenez la protection de 4 ans ou 80 000 km couvrant tous les services d'entretien périodique requis, plus 7 pièces d'usure, conformément au Manuel du propriétaire :

- Plaquettes et garnitures de freins
- Rotors de freins
- Amortisseurs
- Bougies
- Essuie-glaces
- Ampoules non DEL
- Courroies, durites et brides de fixation

LincolnCanada.com

VOICI
LA COMPAGNIE
AUTOMOBILE LINCOLN

Les véhicules illustrés peuvent être dotés d'équipements offerts en option. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Ces offres sont d'une durée limitée. Ces offres s'adressent à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Ces offres excluent les frais d'immatriculation, les assurances, le plein de carburant, l'inscription au RDPRM (pour les véhicules loués ou financés), les droits spécifiques sur les pneus neufs, la TPS et la TVQ, les frais pour insuffisance de provision (le cas échéant), l'usure excessive et les frais de retard de paiement. Tous les prix sont appliqués à partir du prix de détail suggéré par le constructeur (PDSQ). Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Lincoln, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Lincoln au 1 800 387-9333. ⁺⁺ Du 1^{er} juin au 2 juillet 2013, louez une Lincoln MKZ neuve à traction avant (100A) ou une MKZ électrique hybride (200A) 2013 et obtenez un taux de financement annuel de 0,99 % pour un terme maximal de 48 mois sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients peuvent ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Par exemple : louez une MKZ 2013 à traction avant (100A) ou une MKZ 2013 électrique hybride (200A) d'une valeur de 40 050 \$ (incluant des frais de transport et taxe sur le climatiseur de 1 700 \$) au taux de financement annuel de 0,99 % pour un terme maximal de 48 mois, moyennant un acompte de 6 749 \$ ou l'échange d'un véhicule d'une valeur équivalente, pour une mensualité de 348 \$. L'obligation locative totale sera de 23 453 \$ et la valeur de rachat optionnelle est de 17 622 \$. Les rabais du constructeur ne peuvent être combinés aux programmes de primes pour les parcs commerciaux. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction de tout rajustement de prix. Ces offres excluent les frais d'inscription au RDPRM, les frais d'immatriculation, le dépôt de garantie, les frais pour insuffisance de provision (s'il y a lieu), l'usure excessive, et les frais pour retard de paiement. Certaines conditions et une limite de 20 000 kilomètres par année sur une période de 48 mois s'appliquent. Un coût de 0,16 \$ par kilomètre, plus les taxes applicables, s'applique au-delà de la limite permise. Les frais pour excès de kilométrage peuvent varier – tous les détails chez votre concessionnaire. Tous les prix sont basés sur le PDSQ (prix de détail suggéré par le constructeur). ¹ Jusqu'au 30 juin 2013, aucun dépôt de garantie n'est requis à la location d'un véhicule Lincoln 2013 neuf (location Tapis Rouge, sur approbation du crédit par Crédit Ford). Un dépôt de garantie pourrait être exigé par Crédit Ford selon les termes et conditions du crédit du client. ² Du 1^{er} au 30 juin 2013 (la « période de l'offre »), obtenez le Programme Protection-Entretien Lincoln (PPEL) sans frais supplémentaires à l'achat ou à la location d'un modèle Lincoln 2013 neuf chez les concessionnaires Lincoln participants. Le PPEL comprend tous les services d'entretien périodique (conformément au Manuel du propriétaire de chaque véhicule) pour une durée de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité, (le « terme »), plus 7 pièces d'usure (les plaquettes et garnitures de freins, les rotors de freins, les courroies, durites et brides de fixation, les ampoules – excluant les ampoules à DEL et les ampoules pour phares avant –, les amortisseurs, les bougies et les essuie-glaces), pour un terme identique, qui doivent être remplacées dû à l'usure normale ou à une défaillance. Limite de 10 services d'entretien périodique durant le terme, sur la base d'un interval de 6 mois/8 000 km. Le terme résiduel de l'offre PPEL est transférable moyennant des frais en cas de revente du véhicule. L'offre peut être combinée à la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford du Canada Limitée, soit au moment de la commande à l'usine (le véhicule doit être commandé durant la période de l'offre), soit au moment de la livraison, mais non les deux. L'offre ne peut être reportée. Cette offre ne peut être combinée à l'assistance-compétitivité des prix, à la réduction de prix aux gouvernements, aux primes pour la location quotidienne, au programme d'encouragement aux modifications commerciales. Consultez votre concessionnaire pour de plus amples détails. © 2013 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés.

ACTUALITÉS

Médecins québécois pour le régime public

Plaidoyer pour l'abolition des frais accessoires

MARIE-MICHÈLE SIOUI

Les patients québécois se voient parfois imposer des frais médicaux exorbitants et illégaux, selon le regroupement Médecins québécois pour le régime public (MGRP), qui a lancé hier un outil d'information sur les coûts réels des soins de santé.

«Un de mes patients a dû payer 80\$ pour une anesthésie locale, faute de quoi on le menaçait de ne pas faire analyser sa biopsie», a déploré hier Camille Gérin, coauteure du rapport *Pas de frais pour les patients – Parce que payer de sa santé n'a rien d'accessoire*. Dans les faits, la xylocaïne, utilisée pour ce type d'anesthésie, ne coûte qu'un dollar le millilitre, a-t-elle précisé. Or, des frais supérieurs au coût réel d'un médicament sont contraires à la Loi sur l'assurance maladie, a souligné MGRP, qui exige que ces suppléments soient abolis.

Marge de profit

Une injection de cortisone ne devrait donc pas coûter plus de 4\$, alors que le prix d'un stérilet avec hormones ne devrait pas dépasser les 320\$. Les radiographies, endoscopies et autres tests de dépistage d'infections transmises sexuellement devraient quant à eux être gratuits.

Pour s'y retrouver, la population peut, pour le moment, consulter l'outil web créé par MGRP. Ou éplucher le rapport de 68 pages qu'il a déposé. «C'est difficile de démêler ce qui est légal et ce qui est illégal», a

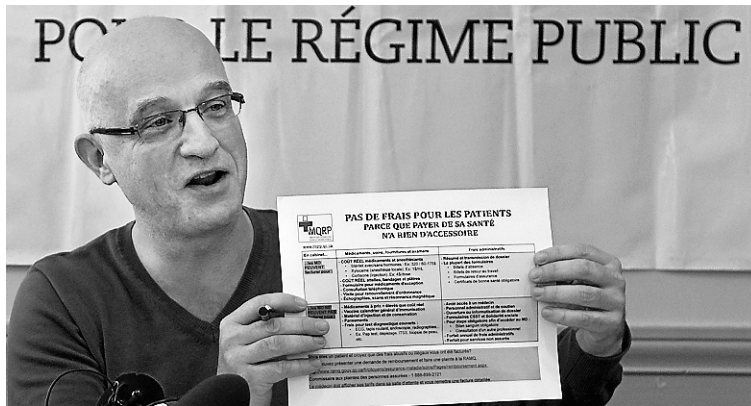


PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Le président de Médecins québécois pour le régime public, le D^r Alain Vadeboncoeur réclame l'abolition des frais accessoires imposés aux patients.

reconnu Alain Vadeboncoeur, président de MGRP. «Les patients sont en position de vulnérabilité. Ils ne savent pas [ce qui peut être facturé ou non], tandis que la RAMQ [Régie de l'assurance maladie du Québec] n'est pas très stricte sur l'application de la loi.»

Les spécialistes en désaccord

En réponse à l'initiative de MGRP, la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) a défendu un mal nécessaire attribuable à l'État, non sans écorcher les médecins en faveur d'un régime complètement public.

«MGRP représente un très petit nombre de médecins et ses positions nous apparaissent pour le moins dogmatiques. C'est son choix», a indiqué le D^r Gaëtan Barrette, président de la FMSQ, dans un communiqué.

Si le D^r Barrette attribue la présence de frais à «l'indécision gouvernementale», MGRP montre plutôt du doigt le virage ambulatoire, ce projet de «dés-hospitalisation» parrainé par

«Les patients sont en position de vulnérabilité. Ils ne savent pas [ce qui peut être facturé ou non].»
— D^r Alain Vadeboncoeur

l'ex-ministre péquiste Jean Rochon dans les années 90. «Le virage [...] n'a pas été accompagné d'un financement et d'un soutien suffisants. [...] Ces manques ont ensuite été exploités par divers groupes d'intérêts», a noté MGRP.

AIDES DOMESTIQUES

Québec et Ottawa bientôt visés par une poursuite

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Des aides domestiques et des organismes qui les soutiennent prévoient lancer «à très court terme» des procédures judiciaires contre Québec et Ottawa afin de rendre plus humain cet «esclavagisme moderne», a appris *La Presse*.

Ils veulent faire déclarer inconstitutionnel le programme des aides domestiques en plaidant qu'il viole les chartes québécoise et canadienne.

«Le programme actuel pousse les aides domestiques – en majorité des femmes des Philippines – à demeurer au service d'employeurs qui ne respectent pas leurs droits», affirme leur porte-parole, Marc-Antoine Cloutier, patron de la clinique juridique Juripop, qui représente l'Association des aides familiales du Québec (AAFQ). Il impose aussi une période de travail obligatoire avant l'obtention de la résidence permanente qui est plus longue que pour d'autres catégories de travailleurs.

Le gouvernement Marois se défend bien d'être inactif dans ce dossier et a indiqué qu'une consultation était en cours.

Celle-ci est toutefois trop lente au goût des groupes de soutien.

«Ce sont toutes des femmes étrangères, peu en moyens, peu éduquées, qui sont systématiquement discriminées et qui sont victimes d'un programme qui ne respecte pas la Charte québécoise», a expliqué M. Cloutier à *La Presse*.

«Les programmes créent un statut particulier pour les exclure d'un certain nombre de garanties qu'offre normalement le Québec en matière de protection sociale et de droit du travail.»

Difficile de démissionner

L'une des principales critiques des associations envers le programme des aides domestiques vise la difficulté pour ces femmes de quitter les familles qui les emploient, même quand elles y sont victimes de mauvais traitements – notamment le harcèlement psychologique et sexuel.

Comme elles résident presque toujours à domicile, chaque démission entraîne un déménagement, ce qui n'est pas facile dans un pays

étranger, plaide M. Cloutier. Elles n'ont ensuite que six mois pour se reposer, sans quoi elles doivent rentrer en Asie.

Sur ce point, la poursuite s'appuiera notamment sur un rapport de la Commission des droits de la personne, qui critique durement le programme des aides familiales.

«Ce que ce rapport nous dit, c'est que la capacité de démissionner marque la différence entre l'esclavagisme et le travail moderne, a fait valoir M. Cloutier. C'est ce qui fait des aides familiales, grosso modo, de véritables esclaves modernes.»

«Ce sont toutes des femmes étrangères, peu en moyens, peu éduquées, qui sont systématiquement discriminées et qui sont victimes d'un programme qui ne respecte pas la Charte québécoise.»

— Marc-Antoine Cloutier, de la clinique Juripop

Il faut deux fois plus de mois de travail (24 au lieu de 12) aux aides familiales qu'aux travailleurs spécialisés pour obtenir une résidence permanente, une autre disposition discriminatoire, selon lui.

Travail en cours

Québec a réagi par courriel aux menaces de poursuite des groupes de soutien.

«Le gouvernement du Québec est tout à fait conscient du contexte de vulnérabilité dans lequel se trouvent ces femmes. Nous sommes déterminés à [les] protéger plus efficacement», a écrit la porte-parole de la ministre du Travail Agnès Maltais, Mélanie Harvey. Elle a ajouté que l'adjoint parlementaire de la ministre du Travail menait actuellement des consultations dans le milieu afin de «de voir de quelle façon on peut mieux protéger les travailleurs vulnérables, notamment les travailleuses domestiques».

La porte-parole a aussi plaidé que le programme des aides familiales est surtout une responsabilité fédérale, Québec n'y jouant qu'un rôle limité.



PHOTO NINON PEDNAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Marc-Antoine Cloutier, de la clinique juridique Juripop dénonce l'«esclavagisme moderne» dont sont souvent victimes les aides familiales d'origine étrangère.

UN JOUR SEULEMENT

LE LUNDI 10 JUIN

700 \$ de rabais
699⁹⁹

Ord. 1 399,99 \$

Robot café entièrement automatique Magnifica S de DELONGHI

Panneau de commande facile à utiliser. Touches préprogrammées pour cappuccino et latte. Modèle compact offrant les mêmes caractéristiques qu'un appareil standard. Aussi offert en noir. Fabriqué en Italie.

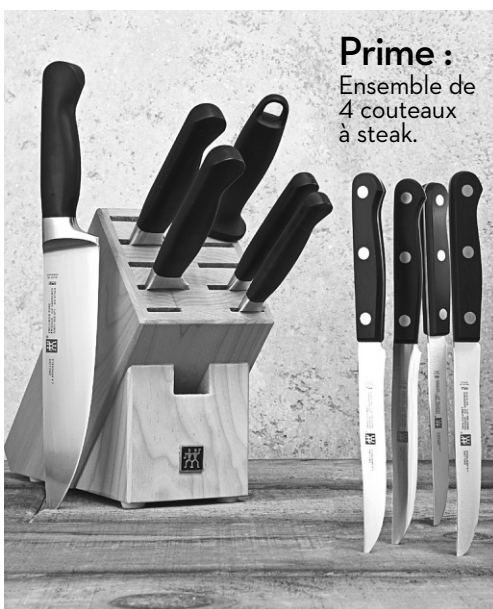
Les offres «Aubaine du jour» ne peuvent être combinées avec aucune autre offre.

AUCUN INTÉRÊT AVANT 6 MOIS

lorsque vous utilisez la carte MasterCard[®] La Baie d'Hudson ou la carte de crédit La Baie d'Hudson.

Taxes et frais de livraison payables à l'achat. Sur approbation du crédit. Paiement mensuel minimal requis. Précisions en bas de page.

ACHAT EN MAGASIN SEULEMENT.



Prime : Ensemble de 4 couteaux à steak.

350 \$ de rabais
299⁹⁹

Ord. 649,99 \$

Ensemble bloc et couteaux 7 pièces Pure de ZWILLING J.A. HENCKELS

Fabriqué en Allemagne. Couteaux à lame forgée et durcie à froid Friodur[®] en acier à haute teneur en carbone durable et résistant à la corrosion. Manche ergonomique riveté assurant un équilibre parfait.

En prime, un ensemble de 4 couteaux à steak (une valeur de 99⁹⁹)

Valeur totale de 749⁹⁸

Les offres «Aubaine du jour» ne peuvent être combinées avec aucune autre.

EN MAGASIN ET À LABAIE.COM

LA BAIE D'HUDSON

DE PLUS, JUSQU'À **50%** SUR LA MODE PRINTANIÈRE EN LIQUIDATION POUR FEMME

Marques sélectionnées. Précisions en magasin.

Aucun bon d'achat différé ni commande en prévente. Offres en vigueur jusqu'à épuisement des stocks. Le choix varie selon le magasin. Les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires, à moins d'indication contraire. Précisions en magasin. Les plans de paiement spéciaux sont offerts sur approbation du crédit aux titulaires de la carte MasterCard[®] La Baie d'Hudson ou de la carte de crédit La Baie d'Hudson, à l'achat des articles indiqués. Si vous ne respectez pas les modalités de paiement ou les conditions de votre contrat de crédit La Baie d'Hudson, le taux d'intérêt annuel s'appliquera. La période de facturation couverte par chaque relevé de compte est d'environ 30 jours. Pour des précisions, visitez <http://plandepaiementhbc.com>, composez le 1-800-263-2599 ou renseignez-vous auprès d'un associé en magasin. Compagnie de la Baie d'Hudson, HBC, La Baie d'Hudson, Primes La Baie d'Hudson, la Baie et leurs logos respectifs sont des marques de commerce de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Le crédit est accordé par Capital One[®]. Capital One est une marque déposée. MasterCard et le logo MasterCard sont des marques déposées de MasterCard International Incorporated. Toutes les marques de commerce utilisées aux présentes appartiennent aux entités auxquelles elles sont associées. Tous droits réservés.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2013-06-09

lottoquebec.com/loteries

Lotto-D 5 6 3 5 1 3 1 3

Powerball 2 5 6 8 D

Banco 03 04 07 10 11 12 14 15 18 21 22 34 39 40 42 43 44 54 66 68

Astro Jour - Mois - Année - Signe
25 DÉCEMBRE 86 SAGITTAIRE

Quintessence 3 747 4 3325

Triplex 01 09 15 18 33

Extra 6938983

06 21 27 37 49

Vous pouvez maintenant acheter ces loteries en ligne.

lottoquebec.com/enligne

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Une lobbyiste immobilière épinglée

Trois plaintes ont été portées contre l'ex-dirigeante de la Société de développement de Montréal

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

L'ex-dirigeante d'une agence municipale de développement qui s'est recyclée dans le lobbyisme immobilier a omis à trois reprises de rendre publiques des informations importantes sur son travail.

Elle avait notamment jugé bon de taire qu'elle avait tenu les rênes d'un organisme paramunicipal pendant quatre ans.

Le Commissaire au lobbyisme, responsable de l'application de la loi, écarte toutefois la possibilité d'imposer une amende à Suzanne Deschamps.

Celle-ci a quitté la Société de développement de Montréal (SDM) en 2006, à la veille de sa fusion avec la controversée Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), plus tard impliquée dans le scandale Contrecoeur.

M^{me} Deschamps fait maintenant la promotion d'un gigantesque projet de développement résidentiel (1500 à 1900 résidences) dans l'ouest de l'île, pour la firme immobilière Pacific. Elle en est vice-présidente.

Trois omissions

Dans les années qui ont suivi son départ de la SDM, M^{me} Deschamps a commencé à faire du lobbying sans s'inscrire au Registre des lobbyistes. Elle ne l'a fait qu'en 2010, après le dépôt d'une plainte par un citoyen opposé au projet.

Elle a toutefois déclaré que ses pratiques de lobbyisme avaient commencé cette année-là, en 2010, soit bien après le début réel de ses activités. Ce problème a donné lieu à une nouvelle plainte, suivie d'une nouvelle demande de correction de la part du Commissaire au lobbyisme.

« M^{me} Deschamps a été avisée formellement des manquements qui lui sont reprochés et du fait qu'elle pourrait faire l'objet de sanctions en cas de récidive. »

— Le Commissaire au lobbyisme

« Tous ces manquements sont prescrits au plan pénal », a toutefois indiqué le Commissaire dans un « suivi de la plainte » écrit envoyé au citoyen qui avait déposé la plainte. « M^{me} Deschamps a été avisée formellement des manquements qui lui sont reprochés et du fait qu'elle pourrait faire l'objet de sanctions en cas de récidive. »

Finalement, il y a quelques jours, le Commissaire au lobbyisme a obligé Suzanne Deschamps à indiquer qu'elle avait dirigé la SDM de 2002 à 2006. La femme d'affaires indiquait auparavant ne pas avoir occupé de « charge publique antérieure ».

« On ne considère pas que c'est une fausse déclaration », a indiqué le porte-parole Daniel Labonté, du bureau du Commissaire au lobbyisme. Selon lui, la fusion et la transformation de la SDM en SHDM a pu avoir semé « une certaine confusion ».

Jointe au téléphone, M^{me} Deschamps a indiqué que le problème était issu de « l'interprétation de ce qu'est une « charge publique » ». Elle n'a pas voulu commenter davantage le dossier, ne voulant pas « entrer dans les détails ».

M^{me} Deschamps a toutefois invoqué sa « bonne foi ».

Perte de temps?

Le citoyen à l'origine des trois plaintes milite ouvertement contre le super-projet immobilier mis de l'avant par la firme Pacific. Campbell Stuart, maire de Montréal-Ouest jusqu'en 2009, est frustré de voir que Suzanne Deschamps peut s'en sortir sans plus de conséquences.

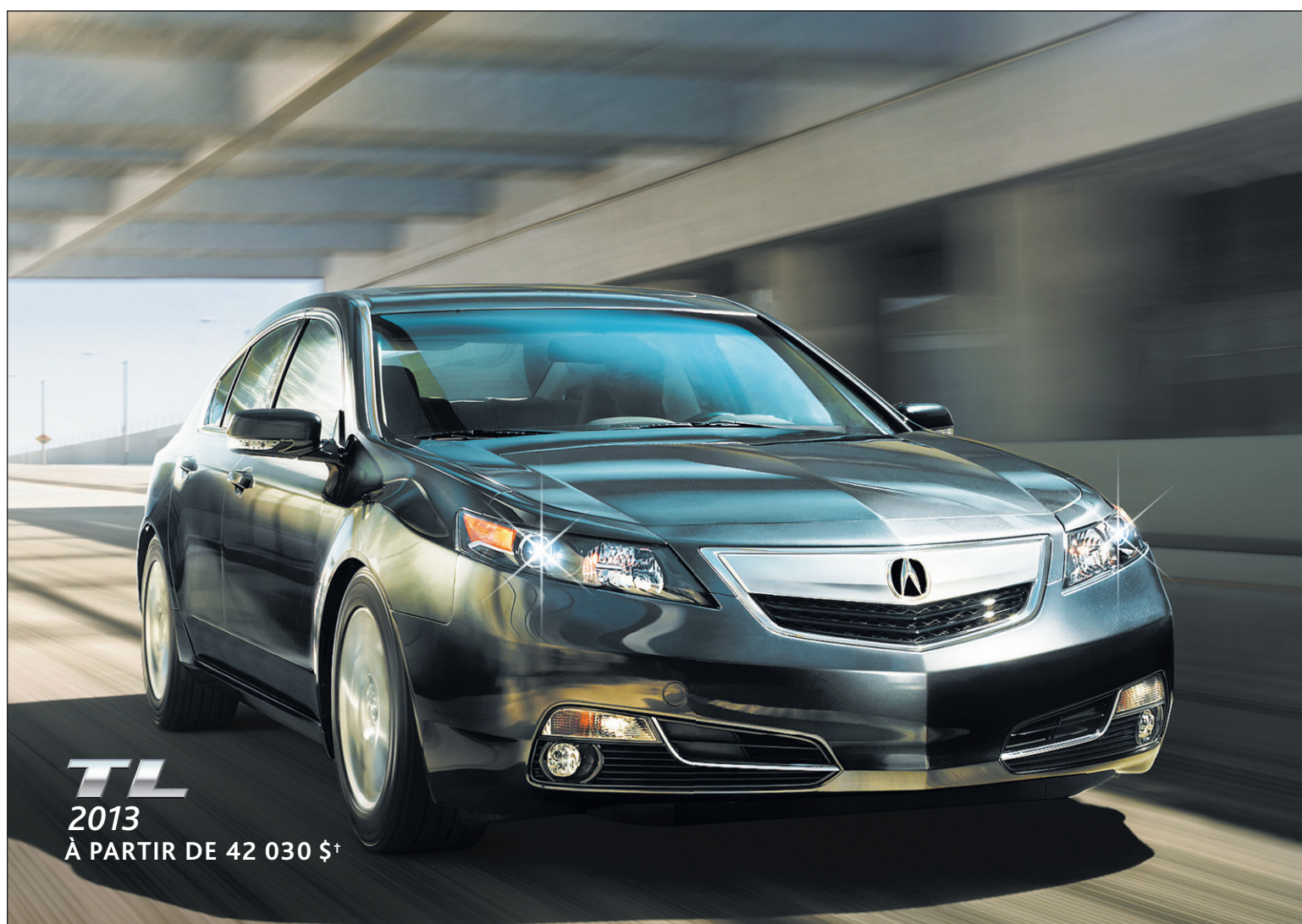
Le Commissaire au lobbyisme « dit tout le temps qu'il n'a pas les pouvoirs nécessaires pour faire des

suivis, mais on lui donne des informations et il ne s'y intéresse pas », a-t-il déploré en entrevue téléphonique.

« Pourquoi je perds mon temps à leur souligner ce genre de choses? », a-t-il ajouté.

Suzanne Deschamps fait du lobbying pour la construction d'un grand quartier résidentiel sur le terrain de golf

Meadowbrook, à Lachine. Le projet est baptisé Petite-Rivière et ne semble pas rallier l'appui de l'hôtel de ville de Montréal.



TL
2013
À PARTIR DE 42 030 \$*

SAISON POUR CONDUIRE

UNE PERFORMANCE INSPIRÉE PAR LA COURSE.
UN PRIX INSPIRÉ PAR L'ÉMERVEILLEMENT.

PAIEMENTS BIMENSUELS DE

198 \$*

AVEC CRÉDIT DE LIVRAISON DE 4 000 \$** | 1,9%* LOCATION SUR 48 MOIS

PLUS

ACOMPTE ET DÉPÔT DE SÉCURITÉ DE 0 \$*

« Cette auto prend les virages à des vitesses tout simplement stupéfiantes. »

— AUTOWEEK



* Prix de vente de 42 030 \$ pour une nouvelle Acura TL 2013 (modèle UA8F2D). Frais de transport et de préparation de 1 945 \$, pneus EHF (29 \$), filtres EHF (1 \$), taxe sur l'air climatisé (100 \$) et frais de l'OMVIC (5 \$) inclus. Permis, assurances, enregistrement et taxes (incluant TPS/TVH/TVQ, si applicables) en sus. ** Crédit de livraison offert à l'achat ou à la location d'une nouvelle Acura TL 2013 (modèle UA8F2D), d'une valeur allant jusqu'à 4 000 \$. La valeur applicable sera déduite du prix de vente du véhicule négocié avant les taxes (incluant TPS/TVH/TVQ, si applicables). Toute portion non utilisée de cette offre ne peut être remboursée ou utilisée ultérieurement. Le crédit de livraison n'est offert qu'avec les modèles TL de base. *** Paiements de location bimensuels offerts uniquement avec le contrat de 48 mois. Offre de location d'une durée limitée basée sur une nouvelle Acura TL 2013 (modèle UA8F2D), par l'entremise de Services financiers Acura, sur approbation de crédit. Exemple de location représentatif : taux de location de 1,9 % sur 48 mois. Paiements bimensuels de 198 \$ (incluant les frais de transport et de préparation de 1 945 \$) avec acompte de 0 \$. Allocation de 20 000 km par année, frais de 0,15 \$/km excédentaire. L'offre inclut une contribution de 745 \$ du concessionnaire. Permis, assurances, enregistrement, options et taxes en sus (incluant TPS/TVH/TVQ, si applicables). Certaines conditions s'appliquent. Les modèles représentés ne sont qu'à titre informatif. L'offre se termine le 2 juillet 2013 et est sujette à changement ou annulation sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Le concessionnaire peut avoir à commander ou à échanger. Jusqu'à épuisement des stocks. Visitez acura.ca ou votre concessionnaire Acura pour connaître les détails. © 2013 Acura, une division de Honda Canada.

MONTRÉAL PLUS

Les Turcs de Montréal manifestent

MARIE-MICHÈLE SIOUI

La « Résistanbul » a désormais rejoint Montréal, où plus d'une centaine de membres de la communauté turque se sont réunis, hier après-midi, pour exprimer leur appui à la résistance populaire de la place Taksim, à Istanbul.

L'ambiance était joyeuse: les drapeaux rouges flottaient dans le ciel et les chansons turques animaient le rassemblement. Mais les récriminations des personnes réunies au pied du mont Royal n'étaient pas moins sérieuses pour autant.

« J'ai peur que ça tourne en guerre civile », s'est inquiété Omer Ozen, journaliste pour le média turc *Bizim Anadolu* (Notre Anatolie). « Les gens s'attendent à ce que le gouvernement calme la population, mais au contraire, il la provoque, et ça crée encore plus de tensions », a-t-il ajouté, en référence à la rhétorique offensive du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui qualifie notamment les manifestants d'« extrémistes ».



Plus d'une centaine de Montréalais ont manifesté leur appui à la résistance populaire de la place Taksim, à Istanbul.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Erdogan n'écoute pas le peuple depuis 11 ans, ont ajouté Mirna Olmez et Isil Erding, qui ont quitté leur pays pour le Québec il y a respectivement six et trois ans. « La Turquie n'est plus un pays démocratique », s'est désolée la première. « On est parties parce qu'on a eu

peur que notre pays devienne comme l'Iran. »

La résistance à la place Taksim

À quelques milliers de kilomètres de là, Taksim et le petit parc de Gezi, dont la destruction annoncée a lancé la fronde le 31 mai, ont enregistré samedi leur plus forte affluence depuis

le début du mouvement, duquel naissent des cellules de résistance un peu partout en Turquie.

« Ce qu'on observe, c'est une réappropriation de l'espace public par des gens qui disent que ce n'est pas au gouvernement ni aux élites politico-économiques de dicter les choses, mais plutôt à nous », a lancé le député de Québec solidaire Amir Khadir, sur place pour soutenir la cause. « Les gens veulent seulement être écoutés », a enchaîné Omer Ozen. Comme plusieurs manifestants, il a dénoncé le contrôle des médias par le gouvernement Erdogan. « La télévision internationale montre ce qui se passe en Turquie, mais les Turcs, eux, ne le voient même pas », a-t-il observé.

L'espace médiatique est devenu un enjeu vital dans l'affrontement entre Erdogan et la population turque. Le premier ministre a multiplié hier les discours télévisés devant des foules de partisans réunis par son parti, justement pour s'assurer une présence maximale dans les médias.

— Avec l'Agence France-Press

Institut Aviron

Le propriétaire visé par un cocktail Molotov

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Reza Tehrani, propriétaire de l'Institut technique Aviron, accusé de fraude fiscale, a été victime d'une attaque au cocktail Molotov dans la nuit de vendredi à samedi, a appris *La Presse*.

Un « objet incendiaire » a atterri devant sa luxueuse résidence de Côte-Saint-Luc vers 2h samedi matin, a confirmé le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), sans vouloir préciser l'identité du propriétaire ou même son adresse. Aucun des occupants de la maison n'a été blessé et les dommages seraient relativement mineurs.

Ce n'est pas la première fois que Tehrani est la cible d'un acte criminel. En 2010, il a été kidnappé en plein jour devant l'Institut Aviron, sous les yeux de son fils. Les malfaiteurs se seraient fait passer pour des policiers du SPVM. Il avait été retrouvé quelque 24 heures plus tard, après avoir été battu. Selon les sources de *La Presse*, une rançon aurait été versée en échange de sa libération. Il s'était ensuite montré très discret sur cet événement, refusant même d'enregistrer une plainte.

Fraude et corruption

M. Tehrani a été inculpé, l'an dernier, de 13 chefs d'accusation. Lui et une coaccusée « sont accusés de complot, de fraude, d'abus de confiance par un fonctionnaire public ainsi que de corruption de fonctionnaires », indiquait la Gendarmerie royale du Canada (GRC) dans un communiqué publié à l'époque.

Les arrestations ont eu lieu dans le cadre du projet « Coche », visant des fonctionnaires corrompus de l'Agence du revenu du Canada (ARC). « Tehrani aurait tenté d'alléger sa charge fiscale en plus de celle de ses compagnies, l'Institut technique Aviron et L.R. Print Sol », a indiqué la GRC. « Les accusés auraient pu éluder des impôts pour une valeur approximative de 6 millions. »

Côte-des-Neiges Deux autres attaques incendiaires

Un restaurant casher de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce a été la cible d'une attaque incendiaire pour la troisième fois en un an dans la nuit de samedi à dimanche, alors que plusieurs personnes étaient à l'intérieur. Une trentaine de personnes étaient à l'intérieur du restaurant Chops, mais le cocktail Molotov s'est éteint sans faire de blessés ou de dommages sérieux, selon la police. Dans la nuit de vendredi à samedi, un autre cocktail Molotov a été projeté contre un édifice situé à proximité du Chops, sans faire de blessés. Celui-ci abrite le restaurant Café Shalom, associé à la communauté juive. Au cours de la dernière année, le Chops a été la cible de deux autres tentatives d'incendies criminels, qui n'ont jamais été élucidées.

— Vincent Larouche

LIVRÉE GRATUITEMENT TOUS LES MATINS AVANT 5H30

La Presse+ redéfinit votre façon de vous informer. Un format unique et novateur conçu pour lire vos contenus préférés sur iPad. Un contenu riche en images interactives, vidéos et galeries photos. Une expérience conviviale pour apprécier chaque moment de lecture.



Découvrez-en plus sur LaPressePlus.ca

FÊTE DES PÈRES
LE DIMANCHE 16 JUIN

SOLDE jusqu'à 50%

NOUS AVONS UNE FOULE D'IDÉES-CADEAUX POUR PAPA.

italmoda
BOUTIQUE
6873, Plaza St-Hubert - Montréal - 514 276-1360
www.italmoda.ca



iPad est une marque de commerce d'Apple Inc., déposée aux États-Unis et dans d'autres pays. App Store est une marque de service d'Apple Inc.

« Les gens sont tannés de ce conflit »

Un groupe citoyen veut rétablir les ponts entre les Québécois et les hassidim à Outremont

JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE

A priori, tout les sépare. Mindy Pollack est très religieuse. Leila Marshi, pas du tout. Mindy travaille dans un salon de beauté, Leila dans le milieu de l'édition. Mindy a 24 ans. Leila, 50. Enfin, Mindy est juive hassidique, alors que Leila est d'origine palestinienne.

Il a fallu que ça barde à Outremont pour que ces deux femmes – vivant par ailleurs à trois portes l'une de l'autre – décident d'unir leurs forces. Il y a deux ans, elles ont fondé Les Amis de la rue Hutchison, un groupe citoyen visant à rétablir les ponts dans le voisinage.

Rappelons que le quartier vit depuis quelques années sous tension. Frappée de nombreux interdits municipaux encadrant leur pratique religieuse, la communauté orthodoxe se dit victime de cabale politique, voire de harcèlement. L'acharnement de certains résidents n'a fait qu'envenimer les choses. En 2012, il y a carrément eu des affrontements entre des hassidim et la conseillère indépendante Céline Forget, qui semble avoir fait du « dossier juif » une affaire personnelle.

« Il fallait équilibrer les choses, parce qu'on n'entendait que les voix négatives », lance Leila, une militante de longue date qui a longtemps travaillé pour la cause palestinienne au Moyen-Orient. « Alors, nous avons créé une zone où deux groupes très différents peuvent se parler sans se sentir menacés. »

Cela a commencé tout petit, par la distribution de dépliants dans les boîtes aux



Leila Marshi (à gauche), Palestinienne, et Mindy Pollack, juive hassidique, ont fondé Les Amis de la rue Hutchison pour calmer les tensions entre Juifs et les autres résidents du quartier Outremont.

lettres. Mais depuis un an, Les Amis de la rue Hutchison sont en train de s'imposer comme une présence vitale dans le quartier.

avidés de comprendre la complexité hassidique, mais il attire maintenant de plus en plus de juifs orthodoxes, qui s'en servent pour poser

Hava Naguila ensemble, mais au moins, le dialogue s'est installé.

« Je crois que le plus gros changement vient de notre côté, avance Mindy, dans un français parfait. Ça été tellement bien reçu que les leaders de la communauté nous ont contactés. Des jeunes aussi. On discute des enjeux avec eux. Et ils sont de plus en plus nombreux à faire entendre notre voix dans les séances du conseil. »

Un comité interculturel

Autre conséquence tangible: Leila et Mindy ont été

conviées par l'arrondissement à faire partie d'un tout nouveau comité interculturel spécialement dédié à la question juive, dans lequel on retrouve une dizaine de professionnels de tous horizons. Aucun résultat concret pour le moment, si ce n'est l'apparence d'une plus grande ouverture à l'hôtel de ville d'Outremont.

Les deux femmes insistent toutefois: ce comité n'a rien à voir avec Les Amis de la rue Hutchison, qui préfèrent s'en tenir au bon voisinage. C'est dans cet esprit, d'ailleurs, que leur groupe organisait hier après-midi, à la bibliothèque du Mile End, une journée d'échanges pour les habitants du quartier, orthodoxes et Québécois inclus. Une occasion en or, croient-elles, de dissiper les malentendus et de dépasser les éternels tiraillements entre les deux communautés.

Selon Mindy, les hassidim sont de « plus en plus conscients » du rôle qu'ils ont à jouer dans la vie municipale. Un pas de plus, espérons-le, vers leur engagement dans la sphère politique.

« Il n'y a aucun autre endroit sur Terre où des règlements visent spécifiquement les juifs hassidiques, déplore Leila. Je ne partage peut-être pas leurs valeurs, mais je trouve ça triste. Si on n'est pas capables de trouver un terrain d'entente ici, où la situation est beaucoup moins tendue qu'au Moyen-Orient, alors où est-ce qu'on pourra le faire? Personnellement, je pense que les gens sont tannés de ce conflit. Ils veulent le régler d'une autre manière. Le temps est venu d'aller dans cette direction. »

« Il fallait équilibrer les choses, parce qu'on n'entendait que les voix négatives. »

— Leila Marshi, l'une des deux fondatrices des Amis de la rue Hutchison

La page Facebook du groupe continue de récolter des appuis. Le site a d'abord interpellé des Québécois

des questions et partager leurs propres problèmes. Les deux communautés ne dansent peut-être pas encore

Infiniti présente
L'ÉVÉNEMENT PERFORMANCE INSPIRÉE



BERLINE G ÉDITION SIGNATURE D'INFINITI

Location à	Mensualité de	Avec
1,9%	499\$	0\$
sur 48 mois*		en comptant initial

- TRACTION INTÉGRALE INTELLIGENTE
- 328 CHEVAUX
- BOÎTE AUTOMATIQUE À 7 RAPPORTS AVEC CORRESPONDANCE DU RÉGIME EN RÉTROGRADATION




COUPÉ G 2013 D'INFINITI

Location à	Mensualité de	Avec
1,9%	559\$	0\$
sur 48 mois*		en comptant initial


- TRACTION INTÉGRALE INTELLIGENTE
- 330 CHEVAUX
- BOÎTE AUTOMATIQUE À 7 RAPPORTS AVEC CORRESPONDANCE DU RÉGIME EN RÉTROGRADATION



 | infiniti.ca



INFINITI
Inspired Performance®

Infiniti est fière d'être le partenaire en titre des véhicules de performance de l'écurie Infiniti Red Bull Racing, trois fois championne mondiale de Formule 1 parmi les constructeurs de la FIA.





Park Avenue Infiniti
8805, boul. Taschereau Ouest
Brossard (Québec)
450-445-5799

Infiniti Laval
1950, boul. Chomedey
Laval (Québec)
514-666-2710

Luciani Infiniti
4000, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
514-731-7977

Spinelli Infiniti
345, boul. Brunswick
Pointe-Claire (Québec)
514-697-5222

*Offre de financement à la location sur une nouvelle berline G37 Édition Signature 2013 (G4XG73 AA00/Coupé G37 2013 (G2TG73 AA00) seulement. Taux de financement à la location de 1,9 % pour un terme de 48 mois. Mensualité à la location de 499 \$/559 \$ avec 0 \$ en comptant initial. Première mensualité requise à la signature du contrat. Mensualité sur les modèles de berline G37 Édition Signature 2013 inclut 5 250 \$ de rabais à la location et s'appliquent uniquement aux contrats de location ayant fait l'objet d'une approbation de crédit. Mensualité sur les modèles Coupé G37 2013 inclut 2 250 \$ de rabais à l'achat au comptant et s'appliquent aux contrats de location, d'achat et d'achat au comptant ayant fait l'objet d'une approbation de crédit. Ces rabais seront déduits du prix négocié avant les taxes. Les frais de transport et de livraison (1 995 \$), la taxe sur le climatiseur (100 \$), les droits spécifiques sur les pneus neufs (30 \$) sont inclus. Les taxes, assurances, immatriculations et permis sont en sus. Location basée sur une allocation annuelle de 16 000 km avec kilométrages additionnels de 0,15 \$ le km. Les offres sont disponibles sur approbation de crédit uniquement auprès d'Infiniti Canada Finance pour une durée limitée, peuvent faire l'objet de changement sans préavis et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, sauf tel que mentionné ci-dessus. Offres disponibles jusqu'à minuit le 2 juillet 2013. Les concessionnaires peuvent devoir commander ou échanger un véhicule. Certaines conditions s'appliquent. Les véhicules et les roues peuvent différer de ceux qui sont illustrés. Visitez votre détaillant Infiniti le plus près ou infiniti.ca pour connaître tous les détails.

MONDE

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO REUTERS

Afrique du Sud Mandela toujours hospitalisé

L'ancien président sud-africain Nelson Mandela a reçu la visite de sa famille, hier, dans un hôpital de Pretoria, où il a passé une deuxième nuit pour soigner une infection pulmonaire récurrente. Le bureau du président sud-africain Jacob Zuma a indiqué que M. Mandela avait été transporté à l'hôpital samedi, vers 1h30. Aucun nouveau bilan de santé n'a été publié depuis son admission à l'hôpital.

- Associated Press



PHOTO REUTERS

Libye Le chef d'état-major démissionne

Le chef d'état-major de l'armée libyenne a démissionné hier au lendemain de violences qui ont fait 31 morts à Benghazi, dans l'est, tandis que les autorités ont annoncé un plan pour dissoudre tous les groupes armés avant la fin 2013. Aux cris de « le sang des martyrs n'a pas été versé en vain », plusieurs centaines de personnes ont participé aux funérailles non loin du centre de Benghazi, selon un journaliste de l'AFP sur place.

- Agence France-Presse



PHOTO REUTERS

Turquie Erdogan passe à la contre-offensive

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a lancé hier la contre-offensive devant les dizaines de milliers de manifestants qui réclament sa démission, en mobilisant ses partisans et en prévenant que sa patience avait « des limites ». Alors que les protestataires occupaient la rue à Istanbul, Ankara ou Izmir, M. Erdogan a dénoncé un complot « organisé à l'intérieur et à l'extérieur » du pays.

- Agence France-Presse



PHOTO REUTERS

Yémen Rebelles tués dans des heurts avec la police

Dix membres armés de la rébellion chiite zaidite ont été tués, hier, et 38 autres ont été blessés dans des heurts autour du siège des services de la sécurité nationale à Sana'a, a annoncé un haut responsable de la sécurité. L'affrontement a éclaté lorsque des rebelles ont tenté de pénétrer dans le bâtiment en tirant à l'arme automatique et en lançant des grenades, a précisé le responsable.

- Agence France-Presse

Obama en guerre contre lui-même



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — En conférence de presse, Barack Obama se félicite du débat provoqué par les révélations médiatiques sur les programmes de surveillance de son gouvernement. Du même souffle, il condamne les fuites qui ont permis à des journalistes d'en informer le public.

Dans un discours, Barack Obama préconise un recadrage de la lutte antiterroriste pour la mettre plus en accord avec les valeurs américaines. Quelques phrases plus loin, il justifie la campagne d'assassinats ciblés de son administration qui a tué quatre citoyens américains, dont un adolescent de 16 ans, et des centaines de civils.

Dans le même discours, Barack Obama affirme que la guerre contre le terrorisme, « comme toutes les guerres, doit prendre fin ». « C'est ce que l'Histoire nous conseille. C'est ce que notre démocratie exige », dit-il. Et pourtant, il multiplie depuis le début de sa présidence le nombre de guerres non déclarées, larguant des missiles au Pakistan, au Yémen et en Somalie, et déployant en secret des forces spéciales aux quatre coins du monde.

Le président Obama n'est pas seulement en guerre contre le sénateur Obama ou le candidat Obama, qui dénonçait le « faux choix » mis de l'avant par George W. Bush « entre notre sécurité et nos idéaux ». Il est en guerre contre lui-même, en temps réel, comme un personnage sorti d'une pièce de Shakespeare.

Le 28 mai, lors de son important discours sur la sécurité nationale, Barack Obama a employé toute l'éloquence qu'on lui connaît pour tenter de redéfinir et de circonscrire la guerre contre le terrorisme lancé par son prédécesseur. Il a donné à plusieurs observateurs l'impression de vouloir solder les années Bush.

Bavures et excès

Mais il espérait peut-être liquider aussi certains aspects de l'ère Obama, dont les bavures et les excès sont présentés de manière prenante et dérangeante dans *Dirty Wars* (*Sales guerres*), un documentaire de Richard Rowley qui a pris l'affiche vendredi dans trois villes américaines (New York, Washington et Los Angeles).

« Cette histoire n'a pas de fin », dit le narrateur de *Dirty Wars*, Jeremy Scahill, journaliste de 38 ans spécialisé dans les questions de sécurité nationale que l'on suit, tel un détective de film de série noire, dans plusieurs pays, dont l'Afghanistan et le Yémen, où il recueille des témoignages bouleversants des proches de civils tués par les



PHOTO KEVIN LAMARQUE, REUTERS

Barack Obama a réagi pour la première fois vendredi aux révélations médiatiques sur les programmes de surveillance de son gouvernement.

forces spéciales ou les tirs de drones américains.

« Je voulais mettre une veste-suicide et me faire exploser parmi les Américains. Mais mon frère et mon père m'en ont empêché », dit Mohammed Sabir, dont la femme, le frère, la sœur et la nièce, toutes deux enceintes, ont été tués par un commando américain lors d'un raid nocturne, le 12 février 2010, à Gardez, dans la province afghane de Paktia.

Mohammed Daoud, un chef de police formé par les Américains, a également été tué dans ce carnage que les responsables des forces de l'OTAN en Afghanistan ont d'abord décrit comme un « crime d'honneur » commis par des talibans.

Scahill obtiendra plus tard la confirmation que l'opération a été menée par des soldats du Joint Special Operations Command (JSOC). Cette unité de combat secrète relève du président, qui participe lui-même à la compilation d'une liste toujours plus longue d'ennemis à tuer ou à capturer. Dans une seule semaine, le JSOC a effectué 1700 raids nocturnes en Afghanistan, selon les informations de Scahill, qui estime à 75 le nombre de pays où ses soldats d'élite sont actifs, y compris l'Algérie, l'Indonésie, la Jordanie et la Thaïlande.

Au moment de la bavure de Gardez, le JSOC était dirigé par l'amiral William McRaven, qui deviendra un

héros national après avoir supervisé, de Jalalabad, en Afghanistan, l'opération contre Oussama ben Laden.

« Pas spécifiquement visé »

Jeremy Scahill s'est fait connaître il y a quelques années avec une série d'articles dans l'hebdomadaire *The Nation* et un livre sur Blackwater, cette société militaire privée qui a sévi dans plusieurs pays, dont l'Irak. Dans *Dirty Wars*, il s'intéresse en particulier aux assassinats par drones de l'imam radical américano-yéménite Anwar Al-Aulaqi et de son fils de 16 ans, Abderrahmane.

L'adolescent n'était pas « spécifiquement visé », a déclaré récemment le ministre de la Justice américain, Eric Holder. Mais Scahill ne croit pas à une bavure. Abderrahmane « n'a pas été tué pour ce qu'il était, mais pour ce qu'il pouvait devenir un jour », dit-il dans *Dirty Wars*.

Le journaliste revient aussi sur la frappe d'un missile de croisière américain Tomahawk sur le village bédouin d'al-Majalah, qui avait tué 45 personnes, dont des femmes et des enfants, le 17 décembre 2009, soit deux mois après l'attribution du Prix Nobel de la paix à Barack Obama.

Scahill est convaincu que les États-Unis se font davantage d'ennemis qu'ils ne tuent de vrais terroristes. Parions que l'idée est venue à l'esprit du président démocrate.

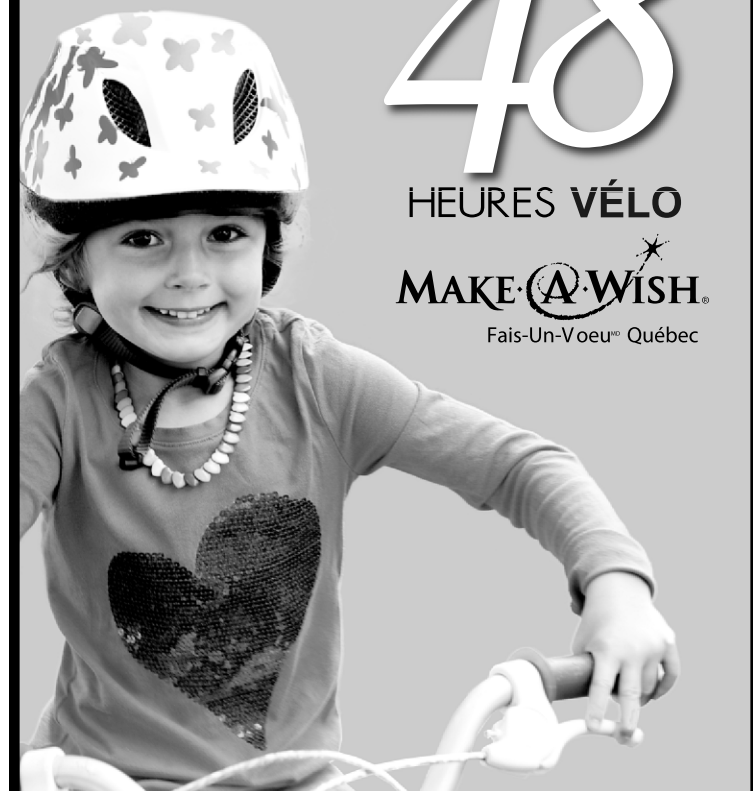
ROULEZ POUR UN VOEU

Vivez l'expérience.

48

HEURES VÉLO

MAKE-A-WISH
Fais-Un-Voeu Québec



Participez à la 7^e édition du 13 au 15 septembre

sur le circuit Gilles-Villeneuve.

C'est un événement accessible à tous.

Venez roulez en équipe pour donner espoir et joie aux enfants de Make-A-Wish / Fais-Un-Vœu Québec.

Inscrivez-vous au 48HEURESVELO.CA

Réchauffement entre les deux Corées

JUNG HA-WON
AGENCE FRANCE-PRESSE

SÉOUL — La Corée du Nord et la Corée du Sud ont conclu aujourd'hui (heure locale), après des pourparlers marathon, un accord sur la tenue à Séoul d'une réunion intercoréenne au niveau des gouvernements, qui sera la première depuis 2007, a rapporté l'agence de presse sud-coréenne Yonhap.

L'accord sur la tenue de cette réunion à Séoul, qui devrait avoir lieu mercredi et jeudi, a été atteint après 18 heures de discussions entre des responsables des deux Corées dans le village frontalier de Panmunjom, a indiqué Yonhap.

Panmunjom est l'endroit où fut signé l'armistice qui a mis fin à la Guerre de Corée (1950-1953). Entamées hier matin, les discussions se sont achevées tard dans la nuit d'hier à aujourd'hui.

Elles étaient elles-mêmes les premiers pourparlers bilatéraux intercoréens depuis plus de deux ans, après des mois de tensions militaires dans la péninsule alimentées par les ambitions nucléaires de Pyongyang.

Le principal objectif des pourparlers était de déterminer l'ordre du jour, le lieu et

le calendrier d'une rencontre intercoréenne de haut niveau.

Le ministre sud-coréen de l'Unification a déclaré, selon Yonhap, que les deux parties étaient parvenues à Panmunjom à une entente partielle sur certaines des questions en suspens entre Pyongyang et Séoul.

Dans un communiqué publié après la fin des pourparlers, l'agence de presse officielle nord-coréenne KCNA a indiqué que la réunion à venir devrait être consacrée avant

« Il a été décidé de discuter des questions immédiates et urgentes concernant les relations intercoréennes, dont la question de la normalisation de l'activité de la zone industrielle de Kaesong », a indiqué KCNA.

Le site, où travaillaient plus de 50 000 employés nord-coréens et des centaines de cadres sud-coréens, a une forte valeur symbolique, et il est crucial pour l'obtention de devises étrangères par le régime communiste.

La réunion à venir devrait être consacrée avant tout au rétablissement des relations commerciales entre les deux pays, et particulièrement à la réouverture du complexe industriel intercoréen de Kaesong.

Le complexe de Kaesong a été créé dans le cadre de la « diplomatie du rayon de soleil » menée par Séoul de 1998 à 2008 afin d'encourager les contacts avec la Corée du Nord.

Parmi les sujets à aborder lors de la réunion à venir, KCNA cite également « la question de la réunion des familles séparées » et « d'autres questions humanitaires ».

« Je n'ai pas l'intention de me cacher »

La source des fuites sur le programme américain d'espionnage est un ex-employé de la CIA

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — L'homme à l'origine des fuites sur le programme ultra-secret d'espionnage du gouvernement américain, dont les révélations ébranlent l'administration Obama depuis plusieurs jours, est sorti de l'ombre, hier.

Edward Snowden, un Américain de 29 ans, a dit en entrevue vidéo au quotidien *The Guardian* avoir donné du matériel confidentiel aux journalistes du quotidien britannique.

« Je ne peux, en mon âme et conscience, laisser le gouvernement américain détruire la vie privée et les libertés essentielles pour les gens tout autour du monde », a-t-il déclaré.

l'autorité de l'analyste. Moi, assis à mon bureau, j'avais l'autorité pour faire de l'écoute électronique sur n'importe qui. Vous, votre comptable, un juge fédéral, ou même le président, si j'avais eu son adresse de courriel personnelle. »

M. Snowden a travaillé comme programmeur à la CIA, avant d'être transféré à la NSA, où il était employé de la firme privée Booz Allen Hamilton, en poste à Hawaii.

Il a dit mener une vie « très confortable » à Hawaii, où il avait une copine et un salaire annuel de 200 000 \$. Mais « l'accumulation » d'enfreintes à la vie privée qu'il voyait l'a poussé à rendre les documents publics.



PHOTO REUTERS/THE GUARDIAN

Edward Snowden, un Américain de 29 ans, a dit en entrevue vidéo au quotidien *The Guardian* avoir donné du matériel confidentiel aux journalistes du quotidien britannique.

« Si je voulais voir vos courriels, ou épier le téléphone de votre femme, je pouvais le faire sans problème. Je peux avoir vos courriels, vos mots de passe, la liste de vos appels téléphoniques, vos cartes de crédit. » — Edward Snowden

Le *Guardian* a dit avoir révélé l'identité de M. Snowden à sa demande. « Je n'ai pas l'intention de cacher mon identité parce que je sais que je n'ai rien fait de mal. Je n'ai pas peur, parce que j'ai fait mon choix. »

Durant l'entrevue, M. Snowden, qui travaille pour la National Security Agency (NSA) depuis quatre ans, a réfuté l'affirmation faite il y a quelques jours par le président Barack Obama, qui assurait que la NSA faisait son travail dans un cadre légal strict défini par le Congrès américain.

« Les analystes peuvent cibler n'importe qui, n'importe où. Tout dépend de

« Si je voulais voir vos courriels, ou épier le téléphone de votre femme, je pouvais le faire sans problème. Je peux avoir vos courriels, vos mots de passe, la liste de vos appels téléphoniques, vos cartes de crédit. »

La NSA ment au Congrès sur la question de l'ampleur du programme d'espionnage aux États-Unis, dit-il.

« Ils [la NSA] disent qu'ils n'ont pas les outils pour fournir ces informations. Nous avons les outils, et j'ai les cartes qui montrent où les gens ont été le plus espionnés. Nous colligeons plus de renseignements sur les communications numériques aux États-Unis que nous le faisons sur la Russie. »

À Hong Kong

M. Snowden est actuellement à Hong Kong, un territoire qui appartient à la Chine, mais qui a une longue tradition d'indépendance, notamment sur la question des libertés individuelles.

« [Hong Kong] défend avec vigueur la liberté d'expression et la liberté de dissension politique », a-t-il confié, ajoutant que le territoire chinois était l'un des seuls endroits au monde où le pouvoir du gouvernement américain n'avait pas d'influence.

Dans une note accompagnant les documents remis au quotidien, M. Snowden avait écrit :

« Je comprends que je vais souffrir à cause de mes actions, mais je serai satisfait si l'ensemble des lois secrètes et des pouvoirs exécutifs irrésistibles qui gouvernent le monde que j'aime sont révélés — ne serait-ce que pour un instant. »

Dan Ellsberg, le dénonciateur qui a donné les papiers confidentiels sur la guerre au Vietnam au *New York Times* en 1971, a dit hier qu'Edward Snowden était un « héros ».

La Maison-Blanche a dit qu'elle ne ferait aucun commentaire, hier soir. Le département américain de la Justice a diffusé un communiqué dans lequel il dit être en train d'enquêter.

« Nous sommes dans les débuts d'une enquête sur la divulgation non autorisée d'information classifiée par un individu muni d'un accès d'autorisation. Notre politique est de ne pas commenter, afin de protéger l'intégrité de l'enquête. »

Mike Rogers, élu républicain au Congrès et président du comité sur la surveillance, a dit hier à ABC qu'il est d'avis que Snowden devrait être « accusé d'un crime » — un avis partagé par la sénatrice démocrate de la Californie Diane Feinstein, interviewée par le même réseau.

D'AUTRES DÉNONCIATEURS

Bradley Manning

Le jeune militaire américain aurait utilisé une technique toute particulière pour extraire des centaines de milliers de transmissions diplomatiques de son pays : il aurait utilisé un faux disque compact de la chanteuse Lady Gaga pour graver ces renseignements et quitter son poste de travail sans être dérangé. Il a ensuite transmis ces documents à l'organisation WikiLeaks, qui s'est empressée de les rendre publics, en 2010. La méthode fait sourire. La situation actuelle du jeune homme est beaucoup moins drôle. Manning est emprisonné depuis trois ans dans une base militaire américaine, dans des conditions critiquées par l'Organisation des Nations unies et des organismes de défense des droits. Son procès en cour martiale s'est entamé la semaine dernière. Le soldat a déjà plaidé coupable à 10 chefs d'accusation sur les 22 qui pesaient contre lui. Il risque toutefois la prison à vie, le gouvernement américain tentant de prouver qu'il a fait collusion avec l'ennemi, dont Al-Qaïda.

Mark Felt (Deep Throat)

Le véritable nom de Deep Throat, la source confidentielle à l'origine du scandale du Watergate, est resté secret pendant toutes ces années, laissant libre cours aux hypothèses les plus folles. Ce n'est qu'en 2005, trois ans avant sa mort, que Mark Felt a révélé être

la source du « scoop du siècle », qui a entraîné la démission du président américain Richard Nixon. M. Felt, alors directeur associé du FBI, a pris contact avec deux journalistes du *Washington Post* en 1972 avec des renseignements privilégiés sur le cambriolage des locaux du Parti démocrate à Washington et sur l'implication de la Maison-Blanche dans l'acte criminel. Pour contacter leur source, Carl Bernstein et Bob Woodward plaçaient un pot de fleurs accompagné d'un petit drapeau rouge dans la fenêtre de l'appartement de ce dernier.

Daniel Ellsberg

L'ex-analyste militaire Daniel Ellsberg est à la source de la fuite des Pentagon Papers, dont la publication d'extraits dans le *New York Times* a sonné le glas de la guerre du Vietnam. Cet imposant document secret de plusieurs milliers de pages détaillait l'entrée en guerre des États-Unis contre le Vietnam et les coups tordus des militaires américains dans le cadre de ce conflit. On y avait notamment que le gouvernement souhaitait poursuivre la bataille (malgré l'enlèvement) pour éviter l'humiliation sur le plan politique plutôt que pour « libérer le peuple vietnamien ». La fuite a aussi poussé le président Richard Nixon un peu plus près du gouffre, après le scandale du Watergate. Il a démissionné quelques mois après l'écllosion de l'affaire. Daniel Ellsberg a récemment fait un retour dans la sphère publique pour appuyer Bradley Manning (voir autre texte) et réclamer la fin des procédures judiciaires entamées contre lui.

— Philippe Teisreira-Lessard

Afghanistan Des insurgés ont attaqué la section militaire de l'aéroport de Kaboul

Des insurgés ont attaqué, tôt ce matin (heure locale), la section militaire de l'Aéroport international de Kaboul, qui abrite un quartier général de l'OTAN, et des explosions et coups de feu ont été entendus, ont déclaré des porte-parole de l'armée et de la police d'Afghanistan. L'aéroport a été fermé pour tous les vols commerciaux à cause des attaques, a fait savoir un représentant de l'aéroport, pour éviter que les avions civils ne soient touchés par des projectiles. Dans une annonce officielle, les autorités policières de Kaboul ont précisé que des assaillants, portant des ceintures

d'explosifs, ont occupé un édifice de haute taille du côté ouest de l'aéroport et faisaient feu en direction des installations militaires. Un communiqué rapportait au moins une importante explosion, vers 4 h 30, et une fusillade impliquant des forces de la sécurité. Le quartier général de la coalition de l'OTAN installé à l'aéroport s'occupe des opérations quotidiennes dans le cadre de la guerre vieille de près de 12 ans contre les insurgés. Le côté militaire de l'aéroport est également utilisé pour le transport de l'OTAN et d'autres appareils.

— Associated Press

Le gouvernement Harper veut réaliser le nouveau pont Champlain en partenariat public-privé.



On va le payer cher.

Pourquoi en PPP alors que ça revient royalement plus cher?

La construction en PPP peut coûter jusqu'au double du prix. Contrairement au gouvernement, le secteur privé vise le profit. Et il finance sa participation à un taux d'intérêt plus élevé que le secteur public. La facture est reflée aux usagers... À propos : qui dit pont en PPP dit pont à péage. Et vu son prix, on est certain d'avoir un péage comme on n'en a jamais vu à Montréal.

En PPP, le gouvernement perdra le contrôle et une expertise indispensable.

La gestion du pont — une infrastructure essentielle — relèvera du privé. Et tant pis pour la reddition de comptes et la transparence dans l'octroi des contrats. Le gouvernement se départira d'une équipe complète d'experts en gestion et entretien de pont. On a vu ailleurs ce qu'il en coûte au secteur public de perdre son expertise interne... Pas rassurant, n'est-ce pas?

Le mode PPP, on a vu ce que ça fait et on le paie cher.

Après les problèmes, scandales et échecs associés aux PPP — pensons aux haltes routières, au CUSM, au CHUM, entre autres —, pourquoi le gouvernement Harper nous impose-t-il le mode PPP pour notre nouveau pont?

Le PPP pour le nouveau pont Champlain, c'est royalement trop cher... pour pas plus de pont.

SCFP
Syndicat canadien de la fonction publique
FTQ

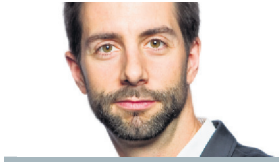
DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

« Vente de feu »



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

L'arrondissement du Mont-Royal sera bientôt un marché d'acheteurs. Pas moins d'une vingtaine de bâtiments seront abandonnés au cours des prochaines années, un phénomène de désertion qui se transformera en « vente de feu » si le gouvernement garde obstinément les bras croisés.

Le couvent des sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie est déjà vide. Les 14 pavillons du Royal-Victoria ainsi que l'hôpital Shriners le seront en 2015. Et l'Hôtel-Dieu se libérera en 2017. Et pourtant, Québec, qui est propriétaire de la plupart des bâtiments et responsable de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, n'a lancé aucune réflexion sur l'abandon de ces grands ensembles institutionnels.

Pire, il n'était pas du Sommet organisé vendredi dernier par la Ville et les Amis de la montagne pour entamer les discussions sur le sujet. Inexcusable. Car le temps perdu risque d'inciter à la précipitation, précisément ce qu'il faut éviter dans ce dossier.

Plus on attend, en effet, plus la tentation sera grande de commencer par la fin en cherchant un propriétaire pour occuper rapidement le Royal-Vic et l'Hôtel-Dieu. Inévitablement, cela se traduirait par une privatisation des lieux, comme ce fut le cas pour Marianopolis, ou par une multiplication de projets qui n'aboutissent jamais, comme pour la gare Viger.

Certes, l'Université McGill se dit intéressée par le Royal-Victoria, ce qui semble idéal. Mais le même raisonnement vaut pour le privé et le public: une action hâtive risque d'ouvrir la porte à des projets

bâclés, comme en témoigne l'achat du couvent du 1420, avenue du Mont-Royal par l'Université de Montréal.

Ayant mal évalué les travaux, cette dernière a fini par conclure qu'elle n'avait pas les moyens de reconstruire l'édifice, l'a vendu à Catania, pour ensuite revenir sur sa décision... et ne plus savoir qu'en faire.

Or, que ce soit le 1420, l'îlot Voyageur ou le 1750, avenue Cedar, les exemples de fiascos universitaires sont assez nombreux pour inciter le gouvernement à la plus grande prudence.

L'attentisme du gouvernement ouvre la porte à une liquidation des propriétés sur la montagne.

Avant donc de chercher LE projet, il importe de prendre un peu de recul et de se demander comment s'assurer de maximiser le potentiel de ces magnifiques propriétés. Par l'élaboration d'une stratégie permettant d'avoir une vision d'ensemble des lieux? Par une prospection d'investisseurs à l'international, comme on l'a fait pour le silo n° 5? Ou par la création d'une structure ayant pour mandat de trouver une combinaison d'usages et de partenariats pour occuper ces 240 000 m² de surfaces bientôt disponibles?

Cette dernière option est intéressante en ce qu'elle s'appuie sur des réussites passées: le Vieux-Montréal et le Quartier international. Des reconversions impressionnantes menées par des organismes ad hoc formés de partenaires publics et privés.

Mais peu importe ce qu'on choisira de faire, l'important pour l'instant est d'amorcer rapidement la réflexion afin de valoriser ces bâtiments abandonnés plutôt que de s'en débarrasser à la hâte.

OPINION

Députés dégénérés



NESTOR TURCOTTE
 Enseignant à la retraite de Matane, l'auteur s'adresse aux députés de l'Assemblée nationale.

Vos derniers propos à l'Assemblée nationale manifestent une dégénérescence incalculable, un mépris démesuré, un amas d'inconduites inqualifiables. Vous étiez déjà bas: vous êtes tombés dans le « très bas ».

Votre dégénérescence (ce mot vient du latin *genus, generis*, « race ») n'a pas d'égal. Vos propos vous dévalorisent, vous dégradent, vous avilissent et vous placent au dernier rang de la population estomaquée.

Vous prétendez la représenter. Vous ne la représentez plus du tout, messieurs les députés: vous êtes sujets de honte, de sarcasmes incontrôlés, spontanés, et vous le méritez, car entre gens civilisés, on ne tient pas de tels propos déplacés. Vous vous excusez, souriez en coin, en invoquant la fatigue et les longues soirées à travailler. Le peuple aussi, le gagnepetit, en cela peut rapidement vous imiter, tout en étant moins bien payé. Vos alibis ne font que nous enrager.

Toute dégénérescence est une décadence, un déclin, une dégradation. Vous la démontrez, une fois de plus, en direct, devant les caméras qui ne peuvent rien nous cacher. Sauf vos excuses à ton bas, pour propos jugés déplacés par le président qui peut à peine vous contrôler. Vous avez même un lexique de mots à ne pas utiliser. Vous passez votre temps à l'enfreindre et cela ne semble pas vous déranger.

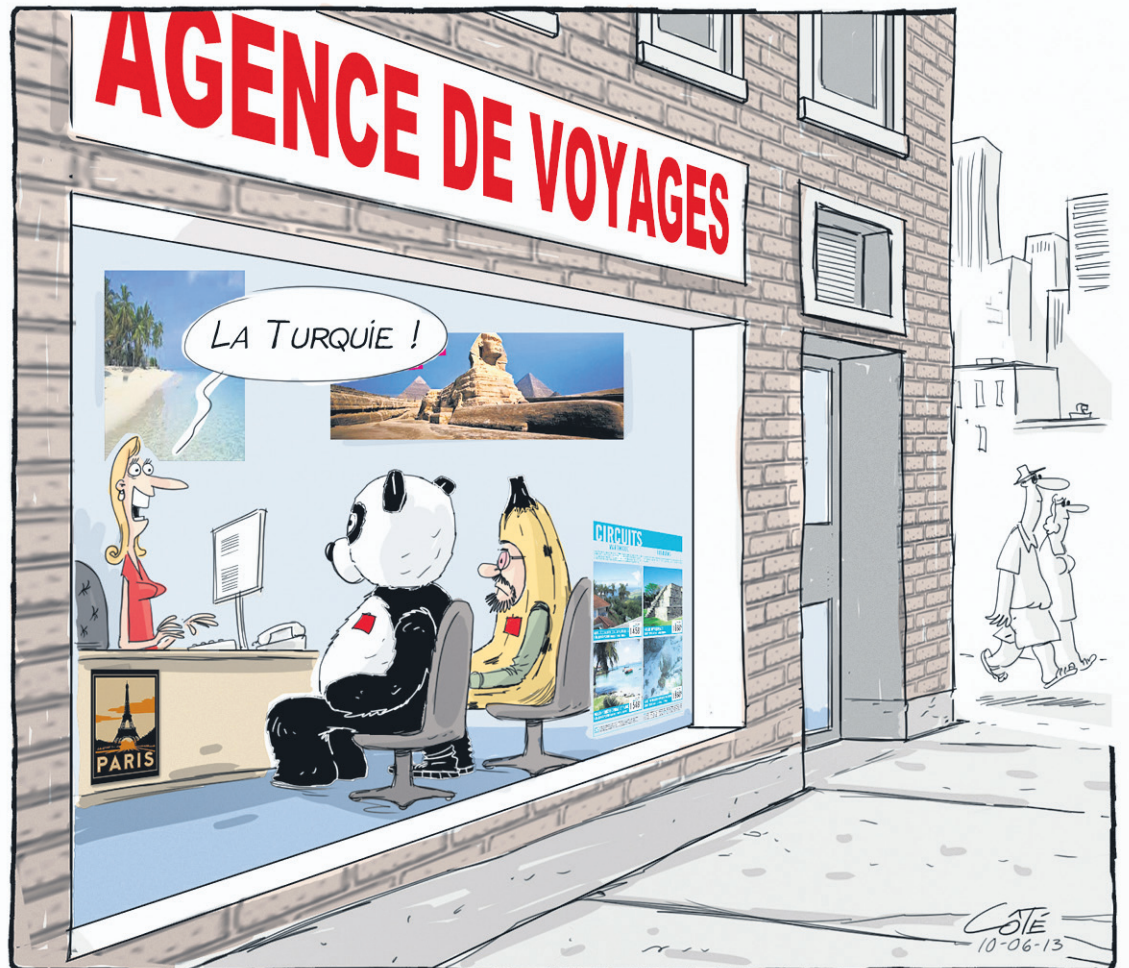
Vous nous parlez de mourir dans la dignité: vous êtes en train de crever dans l'indignité, dans l'abjection, l'abaissement et le déshonneur généralisé. Il est peut-être temps, pour un bon bout de temps, de fermer le Parlement afin d'éviter de scandaliser une jeunesse qui parfois vous écoute et qui vous trouve peu rigolo de faire tourner un cirque avec leurs impôts qu'ils ont commencé à payer.

Les temps changent, messieurs les députés. Hugues Aufray vous dit qu'il faut cesser d'encombrer le hall de vos propos dissonants. Que vous n'avancez pas et que vous êtes

Vous êtes sujets de honte. Disparaissez. On vous a assez vus. Allez vous rafraîchir les idées, vous coller à la réalité.

dépassés. Les fenêtres de votre institution craquent et vos murs vont tomber. Une grande bataille va se livrer: le peuple en a assez de payer. Et d'assister à une comédie burlesque qu'il ne veut plus regarder.

Dégénérescence, messieurs les députés. Disparaissez. Éteignez les lumières et partez. On vous a assez vus pour cette année. Allez dans les prés de l'été vous rafraîchir les idées, vous coller à la réalité. On est tannés de vous voir reprendre *ad nauseam* les mêmes propos que jadis vous dénonciez chez vos adversaires que vous vouliez remplacer. En vacances, méditez un mot: dégénérescence, et ce sera assez. Et ma foi, je n'ai point du tout hâte que vous reveniez. Si vous le faites, soyez régénérés.



DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

OPINION

La fausse pénurie de médecins



GRÉGOIRE BERNÈCHE
 L'auteur est président de la Fédération des médecins résidents du Québec.

Il existe actuellement au Québec un paradigme selon lequel il y aurait pénurie de médecins. Cette idée reçue, bien que s'appliquant réellement en médecine de famille, est tout simplement erronée en ce qui a trait au nombre de médecins spécialistes.

Depuis plusieurs années, en toute connaissance de cause, la planification des effectifs médicaux, telle qu'ingéniérie par le gouvernement du Québec, engendre un surplus de médecins spécialistes dans plusieurs disciplines. Environ 40 % des spécialités sont touchées par cette saturation de main-d'œuvre médicale, allant de l'anesthésiologie à la neurochirurgie, en passant par la chirurgie cardiaque et la chirurgie générale.

Ce problème a deux sources interreliées. D'une part, le nombre absolu d'étudiants en médecine à travers le Québec a plus que doublé au cours des 10 dernières années, passant de 406 en 2003 à 847 en 2013 (et même 910 en 2014). D'autre part, le ratio d'étudiants en médecine s'orientant vers une résidence en spécialité est chroniquement débalancé par rapport à ceux qui optent pour la médecine familiale (53 % en spécialité contre 47 % en médecine de famille). Ce déséquilibre amplifie le surplus de médecins spécialistes et détourne de précieux effectifs de la médecine familiale.

Bien que cela demeure un risque à moyen terme, le chômage médical n'est heureusement pas encore une réalité au Québec. Toutefois, la saturation du marché du travail en médecine spécialisée entraîne d'importantes problématiques, tant pour les médecins spécialistes eux-mêmes que pour la population.



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

La saturation du marché du travail en médecine spécialisée entraîne d'importantes problématiques.

Ces enjeux se situent à trois niveaux. D'abord, nombreux sont les futurs médecins qui se sont surspécialisés dans un domaine de pointe qu'ils ne pourront exercer, faute d'opportunités d'emploi dans des milieux répondant plei-

d'ailleurs généralement cette inadéquation entre les plateaux techniques disponibles et les besoins de la population qui est à la source des délais d'attente dans plusieurs spécialités médicales, et non pas le nombre de médecins spécialistes.

Enfin, l'abondance de main-d'œuvre médicale contribue à l'essor d'un mode de pratique « nomade » pour plusieurs médecins spécialistes, qui n'ont d'autre choix que d'étaler leur pratique entre plusieurs cliniques et centres hospitaliers. Cet élément a plusieurs conséquences, notamment celle d'annihiler la valeur ajoutée d'un médecin intégré à sa communauté.

De nombreuses solutions existent pour corriger ce problème de surpopulation de médecins spécialistes. Comme nous l'avons vu, cette problématique tirant ses sources autant du nombre absolu d'étudiants en médecine que du nombre de médecins résidents qui poursuivent une formation en spécialité, il est possible de jouer sur les deux terrains.

On pourrait mieux équilibrer les cohortes de finissants en médecine afin de réduire le surplus de médecins spécialistes et simultanément pallier la pénurie encore bien réelle de médecins de famille.

nement à leurs qualifications. Imaginons l'exemple d'un orthopédiste surspécialisé en reconstruction du genou qui ne peut pratiquer dans un centre de référence dans ce champ d'expertise, faute d'opportunités d'emploi.

Deuxièmement, après 10 ans d'étude, de nombreux nouveaux médecins spécialistes, en particulier dans les disciplines chirurgicales, doivent composer avec le manque de disponibilité des plateaux techniques (bloc opératoire, équipements) et des équipes de soutien (infirmières spécialisées), ce qui peut mettre en péril le maintien de leurs habiletés techniques. C'est

On pourrait privilégier une piste de solution permettant de mieux équilibrer les cohortes de finissants en médecine pour diminuer la population de futurs médecins spécialistes et simultanément pallier la pénurie encore bien réelle de médecins de famille. Ceci ne peut toutefois être réalisé sans un investissement accru dans les centres de formation en médecine familiale, afin de leur permettre d'augmenter leur capacité d'accueil.

Advenant l'échec de cette approche, ces enjeux ne seront-ils véritablement traités que lorsque le nombre d'étudiants en médecine sera diminué?

LA PRESSE

BLOGUE QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?

MOINS DE STATIONNEMENT

Montréal a besoin d'une meilleure gestion, d'une meilleure tarification et d'une diminution des impacts environnementaux de ses 3,2 millions de cases de stationnement, estime Daniel Bouchard, responsable des campagnes transport, GES et aménagement du territoire au Conseil régional de l'environnement de Montréal.

Lisez le billet de Daniel Bouchard et réagissez à lapresse.ca/avenirmtl



À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Sans le Sénat, il suffirait qu'un parti soit élu majoritaire pour qu'il obtienne un pouvoir décisionnel absolu. Le Sénat est un filet formé des membres de plusieurs partis qui fait en sorte qu'il est possible de bloquer des lois n'ayant pas de sens. Si le Sénat était aboli, la porte serait grande ouverte à une dictature. Le chef du NPD, Thomas Mulcair, est un homme qui semble aspirer à un pouvoir absolu en voulant à tout prix l'abolition du Sénat. Il serait plus sage de conserver le Sénat. Ce serait même très dangereux de l'abolir.

— Onil Dumont et Jocelyne Gagnon, Lévis

La bonne nouvelle du jour



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Combien de fois m'a-t-on demandé, comme on le demande certainement aussi à mes collègues journalistes, pourquoi les médias sont presque toujours négatifs? Pourquoi ils ne font pas plus d'efforts pour publier ou pour diffuser des bonnes nouvelles?

Il y a une réponse à cela, qui tient à la nature même d'une nouvelle, que l'on voit dans l'étymologie du mot. Une nouvelle, c'est ce qui est nouveau. C'est tout aussi vrai avec le terme anglais, *news*. Par définition, elle porte sur ce qui est différent, ce qui constitue un changement. Par exemple, si vous rentrez du travail en voiture en fin d'après-midi, ce n'est pas une nouvelle. Mais si votre véhicule percute un arbre, ça devient une nouvelle.

Une nouvelle, c'est une rupture dans la continuité des choses. Les médias ne reflètent pas le train-train de la vie quotidienne, ils couvrent les disruptions et des distorsions de ce train-train. Et ces ruptures ont plus de chances de constituer des mauvaises nouvelles que des bonnes.

Il ne s'agit pas d'un complot des médias pour vendre de la copie ou pour élargir leur auditoire. Cela reflète plutôt des comportements profondément ancrés dans la nature humaine. De quoi parlait-on, dans les magasins généraux de nos villages, ou sur le perron de l'église, il y a une centaine d'années? Des scandales, des crises, des événements spectaculaires.

Mais parfois, la rupture de la continuité va dans le bon sens. C'est ce qui me permet de parler d'une bonne nouvelle dont on a pris connaissance vendredi matin, les résultats de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada. En mai, il s'est créé 95 000 nouveaux emplois au Canada. C'est la deuxième hausse en importance depuis 35 ans.

Les derniers chiffres sur l'emploi rappellent à quel point le Canada a été béni des dieux dans la crise qui a frappé la planète.

Derrière des chiffres, il y a un message. Cette embellie de l'emploi met fin, à l'échelle canadienne, à une stagnation de l'emploi depuis novembre dernier. Cela s'ajoute à d'autres signes qui indiquent que l'économie retrouve un certain rythme de croisière après l'essoufflement de la fin de 2012.

Derrière les chiffres, il y a aussi des êtres humains. Ces données sur l'emploi nous rappellent à quel point le Canada a été béni des dieux dans la crise qui a frappé la planète. La récession n'a pas entraîné des mises à pied massives et les emplois perdus ont rapidement été récupérés pendant la reprise.

Et c'est ainsi que même si l'évolution du PIB a été assez semblable au Canada et aux États-Unis, la récession a pris des formes différentes dans les deux pays, parce que notre économie n'a pas été ravagée par le fléau du chômage. On le voit encore aujourd'hui dans les pays en crise, comme la Grèce et l'Espagne, ou à un degré moindre la France. Plus que l'austérité, c'est le chômage qui nourrit la colère et le désarroi.

Il y a cependant un bémol à apporter à cette bonne nouvelle de l'emploi au Canada. En proportion, la croissance de l'emploi au Québec en mai, 20 100 nouveaux postes, est comparable à celle du Canada. Mais ce gain ne réussit pas tout à fait à combler les pertes d'emploi des derniers mois. Avec 4 042 600 emplois en mai, on est encore un peu en dessous des 4 049 700 de janvier.

Et cela semble mettre fin à la période réjouissante pour notre ego où notre taux de chômage était plus bas que celui de l'Ontario. Les trajectoires se sont inversées. Pendant que le taux de chômage au Québec est passé de 7,1 % à 7,7 % depuis le début de l'année, il a baissé de 7,7 % à 7,3 % dans la province voisine.

Ce qui me ramène à mon propos du début. Même quand la nouvelle est bonne, comptez sur les journalistes pour trouver la petite bête!

L'éminence grise



GAÉTAN FRIGON
Ex-PDG de la SAQ et de Loto-Québec, l'auteur de *gfrigon@publipage.com* est président exécutif de Publipage. Il collabore régulièrement à notre section Débats.

Bien qu'il ne soit pas connu du grand public, Marcel Côté songe à se présenter à la mairie de Montréal. Il s'agit certes d'une excellente nouvelle, considérant son parcours impressionnant, son intelligence et son *modus operandi*.

Marcel a été de tous les grands combats que le Québec a connus au cours des 30 dernières années, même si son rôle a la plupart du temps été derrière la caméra que devant. Il s'agit d'un homme qui a toujours fait preuve d'intégrité et de rigueur dans tout ce qu'il a entrepris, d'un homme qui a toujours su remettre en question le statu quo.

Ce qui me vient à l'esprit en voulant décrire Marcel Côté: «le penseur tout en gris». Il aura en effet été l'éminence grise derrière de grands politiciens et gens d'affaires influents. Il aura aussi été la matière grise derrière de grands projets qui ont marqué le Québec moderne.

J'oserais ajouter que son discours a aussi été tout en gris, tout d'abord dans le sens qu'avec lui, tout n'est jamais tout blanc ou tout noir, mais aussi dans le sens qu'il est un orateur plutôt gris, car chacun de ses mots porte sans nécessairement avoir un grand éclat. Et c'est sans compter ses cheveux gris qui sont la marque d'une grande expérience accumulée au cours des années.

Marcel Côté a été de tous les grands combats au Québec depuis 30 ans. Il a toujours fait preuve d'intégrité. Une alliance Côté/Harel serait l'équivalent d'un rapprochement est/ouest, libéral/péquist, fédéraliste/souverainiste, Montréal/ex-banlieues.

Marcel Côté a fondé Secor en 1975. Cette entreprise, appartenant aujourd'hui à KPMG, aura été (et est encore) le symbole de la réflexion stratégique nécessaire au succès à long terme des grandes entreprises qui ont fait appel à ses services. Sa spécialité était de repérer et d'évaluer les occasions d'affaires pour ses clients. On l'a vu s'associer non seulement avec les grands noms de l'entrepreneuriat québécois, mais aussi avec des premiers ministres, tant au niveau provincial que fédéral.



PHOTO STÉPHANE CHAMPAGNE, LA PRESSE

Marcel Côté a fondé Secor en 1975. L'entreprise demeure le symbole de la réflexion stratégique nécessaire au succès à long terme des grandes entreprises qui ont fait appel à ses services.

Combien de fois ai-je entendu politiciens ou gens d'affaires dire, avant de prendre une importante décision, «Attendez, je vais appeler Marcel Côté pour avoir son opinion». C'est dire à quel point tout un chacun respectait sa façon de penser et d'agir. Il faut admettre ici que Marcel a toujours été identifié au Parti libéral et qu'il a toujours clairement fait ressortir ses positions

après celle de Denis Coderre, pourrait s'avérer un élément déterminant dans cette course.

Ce qui, de prime abord, donne de la crédibilité à la candidature de Marcel Côté est son alliance potentielle avec Louise Harel, qui deviendrait la numéro 2 de l'équipe. En fait, une alliance Côté/Harel serait l'équivalent d'un rapprochement libéral/péquist, d'un rapprochement fédéraliste/souverainiste, d'un rapprochement Montréal/ex-banlieues, d'un rapprochement gens d'affaires/population en général. Et à la suite des fusions et défusions malheureuses qui hantent encore Montréal, ce serait peut-être l'occasion rêvée de trouver la solution d'avenir pour la relance de notre belle ville.

Il n'y a pas de doute que la candidature de Marcel Côté donnerait du piquant à la course à la mairie de Montréal tout en établissant une alternative crédible à Denis Coderre, que les sondages donnent favori. Certains diraient que ce serait le représentant de l'establishment contre le populiste. Mais, au moins, les citoyens de Montréal auraient un choix entre deux personnalités aux antipodes.

L'un ou l'autre de ces deux candidats représenterait un tournant positif, chacun à sa façon, pour le Montréal de demain.

La mort de l'intérêt commun

ÉRIC BERGERON

L'auteur est chargé de cours à l'Université de Montréal.

Depuis maintenant des années, nous assistons au Québec à l'effritement de toute pensée collective qui pourrait permettre à ce peuple d'aller de l'avant.

Depuis l'échec du référendum de 1980, et tel que prédit par Arcand, la province s'enfonce chaque jour un peu plus dans un faux confort et une vraie indifférence, marasme à la fois psychologique et moral qui a atteint son paroxysme ces dernières années alors les scandales minent chaque jour un peu plus l'humeur du citoyen moyen.

Contrairement à d'autres, je ne suis pas dérangé par le défilé de chefs d'entreprises, de politiciens aveugles ou perfides et de magouilleurs professionnels que nous offre chaque jour la commission Charbonneau.

Je ne suis pas non plus surpris que de telles personnes, atteignant un certain niveau de pouvoir, se soient empressées de l'utiliser pour leur propre compte. Toute recherche psychologique un tant soit peu sérieuse démontre que pour la majorité de ceux motivés par la recherche du pouvoir, une telle conduite est dans leur nature.

Ce qui est désolant, c'est de voir combien le citoyen moyen, celui à qui ne profitait même pas le crime, se taisait. Je reste toujours étonné, lorsque je m'indigne contre telle injustice ou quand je défends telle personne lésée dans ses droits, d'entendre mon entourage beugler bêtement: «Pourquoi tu t'en mêles? C'est pas de tes affaires».

Pour chaque personne plongeant ses mains dans le banquet de billets verts offert par la magouille, 100 autres se sont tourné la tête en disant: «C'est pas de mes affaires.» «Ça m'atteint pas directement.» «C'est l'affaire des autorités.» «J'ai trop à perdre.»



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Pour chaque personne plongeant ses mains dans le banquet de billets verts offert par la magouille, 100 autres se sont tourné la tête en disant: «C'est pas de mes affaires».

Je suis assez vieux pour me souvenir d'un temps où dans ma ville, chaque parent se donnait le droit de semoncer un enfant qui se comportait de mauvaise manière en public. Il le faisait au nom d'un principe clair. Il y a, au-delà des droits individuels de chacun, un intérêt commun à défendre et chaque habitant de la Cité a un devoir de protéger un tel acquis.

Je ne suis pas dérangé par le défilé des magouilleurs devant la commission Charbonneau. Une telle conduite est dans leur nature. Ce qui est désolant, c'est de voir combien le citoyen moyen, celui à qui ne profitait même pas le crime, se taisait.

Des errements de la commission Bouchard-Taylor, en passant par l'absurdité de certains accommodements raisonnables jusqu'à l'incapacité chronique

de la société québécoise à trouver quelque solution originale au cul-de-sac dans lequel elle se retrouve, on reconnaît la même incapacité à prendre en compte l'intérêt commun. Certains blâmeront la Charte des droits et libertés qui, au cours des années, est venue saper l'importance du collectif à l'avantage des droits de chacun. Il y a certainement un peu des deux, les mentalités venant affecter la compréhension des juristes, tout comme cette dernière affecte les échanges entre les citoyens.

Dans nos sociétés au narcissisme exacerbé et aux droits individuels brandis à tout vent, l'on pourrait croire qu'il n'y a plus de place pour la question de l'intérêt commun. Il suffit toutefois de voir la population se ranger rapidement derrière tout leader politique avec une vision rassembleuse pour comprendre combien une telle opinion est contraire à la réalité.

Ce n'est que parce que la politique des dernières décennies n'a été bien souvent que compromise avec des lobbys de tout genre, le nez collé sur les sondages, qu'on a oublié le rôle du leader dans la promotion de l'intérêt commun. Ne nous blâmons pas trop puisque le leader l'a tout autant oublié.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.caABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnementPETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? debats@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.caCARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Bénédictine du siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

